

novembre2018 semaine 1

Attaque.....	2
Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Deux caméras incendiées.....	2
Marsanne, France : Les effets secondaires du sabotage	2
Premiers flocons, premières dégradations?.....	2
Halloween : Des bonnes habitudes qui s'installent.....	3
Des mauvais moments pour les bleus (jusqu'au 30 octobre 2018).....	8
Arkhangelsk (Russie) : Le compagnon Mikhail Zhlobitsky meurt lors d'une attaque.....	11
Berlin, Allemagne : Communiqué de revendication de l'incendie d'une voiture de sécurité privée « Securitas » – 15 octobre 2018.....	11
Besançon, France : Incendie de bagnoles troisième épisode [MAJ 04.11].....	14
Montélimar (Drôme) : Comment prolonger les vacances.....	14
À la Plaine, les murs tombent, les murs parlent.....	14
Villeurbanne (Rhône) : Très mobiles.....	15
Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) : Les nuits incendiaires de voitures se succèdent et empêchent le maire de dormir.....	16
Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) : Le couvre-feu pour mineurs n'empêche pas les bagnoles de cramer.....	17
Montréal, Québec : Soirée sauvage à l'UQAM – 1er novembre 2018.....	18
Pont-de-Claix (Isère) : Adieu au poste de police municipale.....	19
Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) : Barbecue hors saison au concessionnaire BMW moto.....	21
Sainte-Livrade, France : L'hôtel-restaurant de luxe n'était qu'un projet – 4 novembre 2018.....	22
évasion.....	23
Saint-Mihiel et Nantes : Bon vent !.....	23
Nihilisme.....	24
Une lettre, avec ou sans destinataire.....	24
Ouverture.....	25
Appel à projet - Investissez l'Atelier™.....	25
Montreuil (93) : ouverture de l'Épinoche, l'infokiosque du squat de l'Écharde.....	26
Réflexions.....	27
Considérations sur les cages de la démocratie.....	27
Commentaires désobligeants (de 2018).....	28
Aucune demande, aucun devoir.....	35
Aucune demande, aucun devoir.....	35
.....	35
ZAD... Zone à Déminer ?.....	37
Mise au point sur les classes sociales.....	39
« La taule c'est la pression, nourrit l'instinct de révolution » - Quelques perspectives anti-carcérales après la rupture de la convention Genepi-DAP.....	41
Nadir n'entend plus.....	44
Mouvement du 17 novembre - Que faire?.....	44
Répression.....	46
Paris : la lutte contre la machine à expulser en appel.....	46
La Spezia – Provocations des gardes contre Paska.....	48
La Spezia – Provocations des gardes contre Paska.....	48
Madrid, Espagne : Sur l'arrestation des deux compagnons anarchistes le 29 octobre dernier.....	49
Solidarité.....	50
10 novembre : premier « bal des malfaiteurs » en soutien à Bure.....	50
Tolbiac contre les frontières ! Rencontres et manifestations !.....	52

Tactique.....	53
Tract : Quand la police attaque.....	53

Attaque

Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Deux caméras incendiées

Le Parisien / vendredi 26 octobre 2018

Deux caméras de vidéosurveillance ont été incendiées, allée Stéphane-Mallarmé et place Lautréamont, dans la cité Gabriel-Péri, en lisière du centre-ville de Saint-Denis.

Les dégradations ont eu lieu dans la soirée de jeudi, vers 22 h 15. Un trio a été remarqué en train d'**apposer une échelle contre un mât et mettre le feu à la caméra**, récemment installée. Un bidon d'essence a été retrouvé au pied du mât. Les caméras sont hors-service, mais, selon la municipalité, elles seront remises en service très rapidement. [...] Une enquête de police est menée au commissariat de Saint-Denis pour identifier les incendiaires.

This entry was posted in [Anti-caméras](#) and tagged [Saint-Denis](#), [Seine-Saint-Denis](#). Bookmark the [permalink](#).

Marsanne, France : Les effets secondaires du sabotage ...

Extrait du *Dauphiné Libéré* du 30.10.2018 :

La société Res espérait une remise en route totale du parc éolien de Marsanne avant l'hiver (une période de fort vent et donc de plus importante productivité), suite à [l'incendie qui avait visé deux éoliennes le 1er juin dernier](#). Pour rappel, une des deux éoliennes avait été en grande partie détruite. Sa nacelle, les trois pales ainsi que le moyeu (hub), avaient été entièrement calcinés. La seconde n'avait été que partiellement endommagée. [Un incendie qui avait été revendiqué](#) par une plateforme libertaire, pour lequel l'enquête de gendarmerie est toujours en cours. Si tout a été nettoyé, l'exploitant attend toujours livraison de la nouvelle machine commandée en Espagne. Face à cet incident inédit, la difficulté pour la société Res était de retrouver une machine d'occasion compatible avec la tour restante. L'éolienne qui avait été le moins endommagée, devrait, elle, pouvoir redémarrer en novembre, espère l'exploitant.

Premiers flocons, premières dégradations?

« Nous avons constaté **plusieurs séries de dégradations sur les équipements** », note Valérie Garcin-Eyméoud, présidente du syndicat mixte des stations du Queyras et conseillère départementale. **Une première série, il y a quinze jours (excréments humains, sabotage sur des perches). Puis une deuxième constatée ce mercredi.** « **Des goupilles ont été arrachées**, poursuit-elle. Le reste, c'est de la bêtise humaine, mais là, les conséquences auraient pu être graves. » Selon un communiqué envoyé par le

Département, il s'agit de "goupilles retenant les roues des enneigeurs mobiles et des timons. Au risque, lors d'un déplacement de l'équipement (l'enneigeur pèse 850 kg) qu'il ne perde ses roues et se retourne.

La liste des événements concernant les nuisances envers la neige de culture commence à être longue sur le domaine de Molines/Saint-Véran. Des vanes, des supports d'enneigeurs, un ordinateur de commande et des coffrets électriques ont été détériorés". Selon la conseillère départementale, **le préjudice de la première série de dégradations a été estimé à environ 7 000 euros.**

[Repris du Daubé]

Halloween : Des bonnes habitudes qui s'installent

A Poitiers

Le Parisien / jeudi 1er novembre 2018

La soirée de Halloween a été agitée. Dans toute la France, les services de polices et de secours ont constaté plusieurs incendies et ont été la cible de jets de projectiles dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner avait demandé mercredi aux préfets « une mobilisation renforcée », après la diffusion sur les réseaux sociaux de messages appelant à une « purge » des policiers durant cette soirée.

Jeudi matin, le ministre a annoncé qu'une « centaine de personnes » a été interpellée grâce à la mobilisation anticipée de « 15 000 membres des forces de l'ordre et de sécurité ». Pour l'heure, les incidents que nous avons recensés ci-dessous ont débouché sur **116 interpellations.**

En 2016 et 2017, déjà, la nuit de Halloween avait été marquée par des incidents. Selon le ministre, les faits sont moins graves que ceux de l'an dernier.

Une bouteille d'acide contre des policiers en Essonne. Vers 19 heures, une épicerie de la ville de Montgeron a été pillée par trois jeunes masqués. En poursuivant les malfaiteurs, **les policiers ont été visés par une bouteille d'acide** mais n'ont pas été touchés. Deux agents ont été légèrement intoxiqués par les émanations du produit. Dans le même temps, à Vigneux-sur-Seine, **d'autres policiers ont été visés par des jets de pierre. Il n'y a pas eu de blessés. Un fourgon de police a été aspergé d'essence dans la ville de Corbeil-Essonnes.**

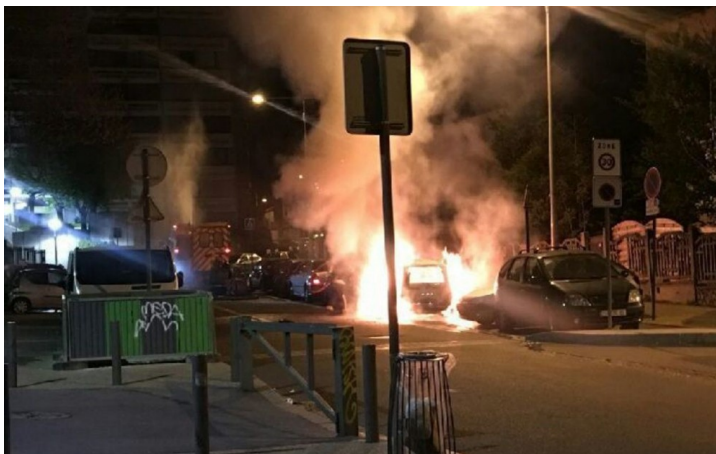
36 personnes en garde à vue dans le Val-de-Marne. Une des personnes interpellées, un homme de 18 ans, a avoué avoir répondu à l'appel à la « purge » lancé sur les réseaux sociaux. Il a lancé des projectiles sur une voiture de police à Créteil. Au total, **24 poubelles ainsi que 12 véhicules ont été incendiés** dans le département.

Des tramways coupés et 50 interpellations en Seine-Saint-Denis. Les lignes de tramway T5 (Saint-Denis-Garges-les-Gonnesse) et T8 (Epinay-Les Beatus) ont été coupées dès 20h30 pour la première, dès minuit pour la seconde, conséquence des violences dans la ville de Saint-Denis. **Une dizaine de feux de voitures et une**

quinzaine de feux de poubelles ont été constatés. Les policiers ont aussi procédé à l'interpellation d'une cinquantaine de personnes, dont trois mineurs.

Bagnolet

L'appel à la « purge » également suivi dans les Yvelines. Sur les vingt interpellations réalisées par la police, huit semblent liées au fameux appel transmis via les réseaux sociaux. Plusieurs jeunes portaient en effet un masque « Anonymous » et se promenaient armés dans les villes de Maurepas, Saint-Germain-en Laye,



Sartrouville, Vélizy-Villacoublay, ou encore aux Mureaux. Certains d'entre eux sont mineurs. Au total, environ 75 faits de violences urbaines ont été enregistrés dans le département, dont **quinze incendies de véhicules** et 22 jets de projectiles. **A la gare de Viroflay Rive Gauche, une petite bombe artisanale a causé une explosion.**

Des heurts dans la région de Lyon. Sept personnes ont été interpellées dans la soirée de mercredi à Lyon, après des « bousculades » et des jets de projectiles sur la vitrine d'un fleuriste près de la place Bellecour. Des feux de poubelles ont aussi été déclenchés dans l'agglomération lyonnaise, à Grigny, Givors et à Villefranche-sur-Saône. Les pompiers du Rhône ont déclaré avoir effectué 24 interventions, essentiellement pour des feux de poubelles ou de voitures.

Lyon

A Rennes aussi, des feux de poubelles. Les forces de l'ordre ont été mobilisées pour 29 feux de poubelle dans le quartier du Blosne, à la dalle Kennedy de Villejean et dans la commune de Saint-Jacques-de-la-Lande, relate Ouest-France. **Quinze voitures ont été incendiées.** Un adolescent âgé de 15 ans a été blessé par un tir de lanceur de balle. Il aurait été blessé alors qu'il caillassait les policiers.

Rennes

Des voitures incendiées à Nantes. Selon la préfecture de Loire-Atlantique, citée par France Bleu Loire Océan, trois voitures ont été brûlées dans le quartier Port-Boyer. Huit poubelles ont été incendiées dans le quartier des Dervallières et du Breil. Trois mineurs ont été interpellés à la suite de ces violences.

Des arrêts de bus dégradés à Metz. Dans le quartier Metz-Borny, trois arrêts de bus ont été dégradés. Un bus a été visé par des projectiles, notamment des œufs. **Des feux de poubelles ont aussi été déclenchés** dans les communes de Yutz, Thionville et Farébersviller, relate France Bleu Lorraine Nord.

A Toulouse, 17 feux de poubelles et 10 feux de voitures. En Haute-Garonne, une « légère augmentation des interventions » a été constatée par rapport à la nuit de Halloween de 2017. Des communes de

l'agglomération toulousaine (Muret, Saint-Lys, Léguevin, Saint-Jory, Saint-Jean, Aussonne), ont aussi été touchées, affirme le site actu Toulouse.

Cinq voitures brûlées à Poitiers. Le quartier de Bel-Air a connu des violences cette nuit. Cinq voitures ont été brûlées, dont quatre **appartenant au Centre communal d'action sociale (CCAS)**. Le maire de la ville, Alain Claeys, a déjà exprimé sa « colère » à la suite de ces évènements, raconte La Nouvelle République.

A Poitiers

*NdAtt. : selon la Nouvelle République d'aujourd'hui, « Dans la rue Rolland-Garros, à quelques centaines de mètres, **trois Citroën C1 du CCAS de Poitiers ont été détruites par des incendies provoqués au niveau du moteur.** L'intervention rapide des pompiers a évité une propagation plus importante au reste des véhicules présents sur le parking mais deux véhicules ont été endommagés par la chaleur : une autre Citroën C1 du CCAS et une Renault 19 appartenant à un particulier. »*

Les voitures du CCAS à Poitiers

Incendies et jets de projectiles en Isère. Plus de 70 feux de poubelles et de voitures ont été déclarés près des quartiers de la Villeneuve et du Mistral à Grenoble, ainsi que dans les communes d'Echirolles, du Pont-de-Claix et de Vienne, selon la station locale Radio Isa. Les services de secours ont également subi des tirs de projectiles.

Feux et heurts avec la police à La Réunion. A Saint-André, Sainte-Suzanne, Saint-Denis, Le Port ou encore Saint-Pierre, la nuit a aussi été longue pour les secours réunionnais, relate Réunion 1re. **Un policier a été blessé à la hanche** durant des affrontements à Saint-André. Dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, plus de cinquante policiers ont été mobilisés pour gérer des incendies, sous une pluie de projectiles.

Le Chaudron (La Réunion)

Ça bouge aussi en Indre-et-Loire

France Bleu / jeudi 1er novembre 2018

Les soirées d'Halloween vont-elles connaître les mêmes dérives que celles de la St-Sylvestre ? Après les appels à la violence contre les forces de l'ordre relayés sur les réseaux sociaux, la nuit a été particulièrement chaude sur Joué-les-Tours. Avec à la clé bon nombre de violences urbaines quartier de la Rabière.

Toute la soirée et une bonne partie de la nuit, de 19h jusqu'à 2h du matin, plusieurs groupes d'habitants du quartier n'ont cessé de chercher à en découdre avec les policiers. Au total, huit voitures ont été brûlées, du mobilier urbain saccagé comme des abri-bus dégradés ou des poubelles incendiées. Et à chaque intervention des forces de l'ordre, les policiers ont été caillassés. Pas de blessés à déplorer. Une personne a été interpellée. Elle est actuellement en garde à vue.

Loire : Ici aussi, des voitures en feu

France Bleu / jeudi 1er novembre 2018

Les pompiers de la Loire ont été sollicités à plusieurs reprises lors de la soirée d'Halloween. **Plusieurs véhicules ont été incendiés dans cette nuit de mercredi à jeudi dans la vallée du Gier**, notamment à Rive-de-Gier, mais aussi à Montbrison dans le quartier de Beauregard et à Andrézieux-Bouthéon dans le quartier de La Chapelle. Des poubelles ont également brûlé. [...]

Un résumé

France Bleu / jeudi 1er novembre 2018

[...] **Au total, 30 feux de voitures et 70 feux de poubelles ont été relevés à Paris et dans les départements de sa petite couronne**, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Ces chiffres sont les mêmes que l'an dernier, selon les pompiers, qui estiment qu'il n'y a pas eu « d'effet nuit d'Halloween ». À titre de comparaison, 300 véhicules ont été brûlés pendant la nuit du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018.

À Lyon aussi la nuit a été agitée en centre-ville, principalement dans le quartier de la place Bellecour. Des petits groupes ont mis le feu à des poubelles, brisé des vitrines, provoqué des mouvements de foules et jeté des projectiles sur les forces de l'ordre qui essayaient d'intervenir. 12 personnes ont été interpellées dont au moins 10 mineurs.

Des incidents ont également été signalés à Metz, Toulouse, Rive-de-Gier, Rennes, Grenoble, près de Tours ou encore Vienne et Poitiers, avec à chaque fois des feux de poubelle ou de voitures.

En tout, dans le pays, selon un bilan encore provisoire du ministère de l'Intérieur, **116 personnes ont été interpellées et 82 placées en garde à vue.**

Pourtant, à en croire le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, cette nuit d'Halloween 2018 a eu « moins de gravité » que celle de l'an passé, « parce qu'on a anticipé » en déployant des renforts sur le territoire, soit **15.000 forces de l'ordre au total**, dit-il ce jeudi matin.

Le ministre qui insiste pour dire qu'il y a eu « bien moins de dégâts matériels » qu'une nuit de Nouvel An, et rappelle que Halloween « doit rester une fête » tout en dénonçant « l'appel à la purge » qui a été lancé cette année sur les réseaux sociaux, mais « la purge, ça n'est pas une blague ». Christophe Castaner dit avoir porté plainte.

Halloween comme le 14 Juillet et la Saint Sylvestre ?

Le Parisien / jeudi 1er novembre 2018

Montgeron (Essonne), Lyon (Rhône), Toulouse (Haute-Garonne), mais aussi Poitiers (Vienne) ou La Réunion... Les incidents se sont multipliés dans la nuit de mercredi à jeudi à l'occasion de la soirée d'Halloween. Depuis trois ou quatre ans, cette soirée festive, importée des pays anglo-saxons, connaît des débordements délicats à gérer pour les forces de police et de gendarmerie.

Cet événement nécessite maintenant des moyens supplémentaires, au même titre que la nuit de la Saint-Sylvestre et la soirée du 14 juillet. La direction générale de la police ne communique pas sur les effectifs

engagés, mais le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, avait demandé une « mobilisation renforcée » de la part des préfets.

« Il faut nous adapter en terme d'effectifs et de stratégie, explique une source policière. Contrairement à ce qui se passe lors de la fête de la musique par exemple, il n'y a pas de lieux de rassemblement préétablis. Nous devons anticiper les déplacements de petits groupes très mobiles. »

Autre différence notable avec les tensions des 14 juillet et 31 décembre : les horaires. Pour Halloween, la plupart des incidents recensés l'ont été en début de soirée, vers 20 heures. Ils semblent impliquer des jeunes adolescents : la jeune fille arrêtée à Montgeron après un jet d'acide sur les policiers n'a que 13 ans. Elle se trouve en garde à vue.

En revanche, les appels à « la purge » sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire au harcèlement

systématique des forces de l'ordre, ne paraissent pas avoir eu d'incidence. Le jeune Isérois de 19 ans, à l'origine du premier message devenu viral, sera jugé le 28 novembre pour « provocation, non suivie d'effet, au crime ou délit », après son appel à la « purge » le mercredi 31 octobre, soir d'Halloween. Il évoque de son côté « une énorme blague ».

En 2016, selon un bilan national (hors Paris) effectué par la police, et évoqué par notre journal une centaine de voitures sont parties en fumée et des équipages de secours, qu'il s'agisse de policiers ou de pompiers, ont été prises pour cible. Au total, près de 130 faits de ce type ont été recensés. En 2015, la Toussaint avait connu un pic de violences avec 210 faits enregistrés et un nombre de voitures brûlées légèrement supérieur (106) selon le décompte du ministère de l'Intérieur.

Moselle : Les lampadaires tombent

France Bleu / jeudi 1er novembre 2018

La soirée d'Halloween a dégénéré en Moselle mercredi soir. **Des arrêts de bus ont été dégradés dans le quartier de Metz Borny. A Uckange, ce sont des lampadaires qui ont été sectionnés. Sept mineurs ont été interpellés. Ils sont âgés de 14 à 17 ans. [...]**

Trois arrêts de bus dégradés, un bus touché par des projectiles (notamment des œufs, selon la compagnie de bus) : la soirée a été quelque peu agitée dans le quartier Metz Borny, en ce mercredi soir d'Halloween. Sur une vidéo diffusée sur le réseau social Twitter, on peut voir une dizaine d'individus s'approcher d'un arrêt de bus, qui serait l'arrêt Provence. Une vitre est alors brisée. Un projectile est également lancé sur un bus, le conducteur décide de continuer sa route sans s'arrêter. Une façade de maison a été dégradée. Après avoir pris connaissance de ces violences, la police de Metz a été déployée dans de nombreuses zones du quartier Borny.

Autre scène surréaliste filmé apparemment dans un quartier populaire d'Uckange. On voit **une personne, visage dissimulé en train de couper un lampadaire à la tronçonneuse ou à la disqueuse.**

Un hélicoptère de la gendarmerie a été appelé cette nuit en renfort pour ramener le calme.

Par ailleurs à Marly, Yutz, Thionville et Farébersviller, il y a eu plusieurs feux de poubelles, et au moins une voiture brûlée. La façade d'un restaurant a été dégradée à Woippy.

Un récit plus détaillé de la nuit dans l'Essonne

Le Parisien / jeudi 1er novembre 2018

Une trentaine de personnes placées en garde à vue, un peu partout dans le département. C'est le bilan de la nuit de violences que vient de connaître l'Essonne. Mais attention, tempèrent police et justice : il convient de distinguer les actes relevant de la délinquance classique de ceux directement liés à l'appel à la « purge » – soit au déclenchement d'incendies et au ciblage spécifique des forces de l'ordre – émis en début de semaine sur les réseaux sociaux.

Un premier signalement a été effectué à 18h30, à Sainte-Geneviève-des-Bois, où une dizaine d'individus encagoulés déambulaient. « Nous en avons eu plusieurs du même type tout au long de la soirée, mais il ne faut pas oublier que c'était Halloween, et que beaucoup de gens costumés circulaient sur la voie publique, rappelle une source policière. Il n'y a pas forcément eu d'exactions. »

Quelques minutes plus tard, **une quinzaine de personnes pénètrent pourtant au sein du magasin Intersport d'Etampes, s'y livrent à des actes de pillages, et frappent le directeur et deux employés, dont un vigile**. Une seule personne a été interpellée : un mineur, originaire d'un département voisin, mais placé dans une famille d'accueil de l'Essonne.

Aux alentours de 19 heures, c'est **à Montgeron, dans le quartier de la Forêt, qu'une vingtaine d'individus masqués dégradent et pillent une supérette**, avant de prendre la fuite. Les policiers qui les poursuivent sont alors pris à partie par deux jeunes filles, qui leur jettent une bouteille d'acide. L'une d'entre elles, âgée de 13 ans, a été arrêtée. Impossible, en l'état actuel des faits, de dire si c'est bien elle qui a lancé le projectile. [...]

Bus caillassé à coups de boules de pétanque à Draveil, feux de véhicules et tirs de mortiers à Etampes, Corbeil-Essonnes et aux Ulis, les exactions se succèdent ainsi toute la soirée. Jusqu'à 1h20 du matin, **dans le quartier des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes, un véhicule de police est arrosé d'essence par un petit groupe, qui le vise ensuite à l'aide d'un mortier mais le manque**.

Au final, « aucun policier n'a été blessé au cours de cette nuit », se réjouit Jean-François Papineau, directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne, qui parle d'« une activité soutenue », mais assure que « le terrain était tenu ».

Une vision qui tranche avec celle du syndicat de policiers Alliance. « Des effectifs avaient été prévus en nombre à Corbeil, en vue de la purge, et tout s'y est relativement bien passé. Mais partout ailleurs, les renforts sont arrivés au compte-gouttes, et ça a été chaud, commente l'un de ses représentants. A Etampes, il n'y a pas eu de renforts du tout, et c'est là que la nuit a été la plus longue. »

Etampes

Dans les Yvelines

Le Parisien / jeudi 1er novembre 2018

La nuit de Halloween a été émaillée de nombreux incidents mettant aux prises jeunes et forces de l'ordre aux quatre coins du département. Ces dernières se sont montrées particulièrement vigilantes après l'appel à « la purge » dans les rangs de la police lancé sur les réseaux sociaux par un homme de 19 ans originaire de l'Isère. Si ce dernier a évoqué une « énorme plaisanterie » pour sa défense, son message en a visiblement inspiré quelques-uns.

Dans la soirée, puis dans la nuit, de mercredi à jeudi, sur les vingt interpellations auxquelles a procédé la police, huit ont semblé présenter, selon elle, un lien avec cet appel.

Un lien effectué grâce au port de masques spécifiques constaté par les policiers. Cela a été le cas à Maurepas, où deux jeunes ont été arrêtés en possession également d'une batte de base-ball et d'un club de golf. C'est une autre batte qui a été retrouvée lors de la fouille d'individus armés à Saint-Germain-en-Laye. Là aussi, **des masques de type « hackers Anonymous » portés par les jeunes avaient attiré l'attention des policiers.**

Même chose à Sartrouville où des porteurs de masque ont été contrôlés, se baladant l'un avec un couteau à longue lame, l'autre avec un poing américain. À Vélizy-Villacoublay, trois mineurs, l'un de 13 ans et les deux autres de 14 ans, ont été interpellés alors qu'ils exhibaient un couteau. Ils ont expliqué l'avoir acheté pour « se défendre face à l'appel à la purge. » Aux Mureaux, un enfant de 12 ans, habillé d'un ciré jaune et masqué, a été pris alors qu'il venait de mettre le feu à une poubelle en compagnie de quatre autres jeunes. Il a été remis à ses parents.

En tout, la police a dû faire face à 75 faits de violences urbaines dans le département. Parmi celles-ci, quinze incendies de véhicules ont été constatés et les forces de l'ordre ont essuyé vingt-deux jets de projectiles divers. À Guyancourt, un fonctionnaire a été légèrement blessé alors que sa patrouille intervenait sur un feu de voiture, boulevard du Château. Le policier a reçu des cannettes qui l'ont touché au bras gauche et au genou gauche. Enfin, à la gare de Viroflay Rive Gauche, une explosion due à une petite bombe artisanale fabriquée avec une bouteille en plastique a mobilisé les policiers qui recherchent désormais les deux individus cagoulés ayant pris la fuite avant leur arrivée sur place.

Des mauvais moments pour les bleus (jusqu'au 30 octobre 2018)

Lisses (Essonne) : Les flics se font caillasser

France Bleu / dimanche 21 octobre 2018

Des policiers pris à partie dans ce qui ressemble à un guet-apens. La scène s'est déroulée ce samedi après-midi à Lisses près de Corbeil dans l'Essonne. Des policiers ont reçu des jets de projectiles. **Une voiture a été caillassée et une bouteille de verre a blessé un agent.** Plusieurs dizaines de jeunes s'en sont pris aux forces de l'ordre dans le quartier.

La gendarmerie est intervenue en renfort. Sa porte parole en Essonne indique être intervenue conjointement avec la police « vers 16 heures 30 » ce samedi, pour « des échauffourées provoquées par une cinquantaine de jeunes » qui « n'ont pas hésité à lancer des projectiles » pour certains. Selon les informations de France Bleu Paris, au moins un jeune a été interpellé. L'opération était terminée à 18h30.

Corbeil-Essonnes (Essonne) : La bagnole des keufs est amochée

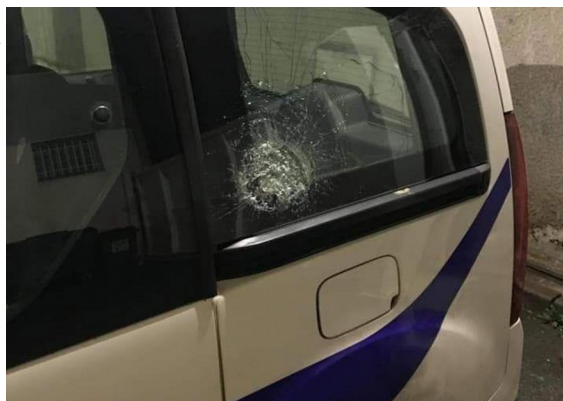
Le Parisien / lundi 22 octobre 2018

Samedi, vers 21 heures, dans le quartier de La Nacelle à Corbeil-Essonnes, une voiture de police a été prise pour cible par une vingtaine de personnes, pour la plupart cagoulées. Les faits se sont déroulés rue du petit pont. Alors que la patrouille circulait à faible allure, un groupe s'est dirigé vers le véhicule en jetant de nombreuses pierres et projectiles. **Deux vitres ont été brisées sous les impacts.** La carrosserie a aussi subi des dommages. **Face à la violence de l'attaque les forces de l'ordre ont été contraintes de reculer. Les assaillants ont continué à avancer et à poursuivre la voiture.**

Des renforts ont permis d'interpeller deux jeunes formellement reconnus par les policiers victimes du caillassage. Ils ont été placés en garde à vue. L'un d'eux comparait ce lundi au tribunal, il a été relaxé, au bénéfice du doute.

« La reconquête va être dure et longue avec des individus déterminés à en découdre systématiquement avec les forces de l'ordre », note le syndicat de police Alliance, en référence aux trente effectifs déployés dans le cadre du plan gouvernemental de la police de sécurité du quotidien. Une semaine après l'annonce de Gérard Collomb, alors ministre de l'Intérieur, la [mairie annexe des Tarterêts](#) avait d'ailleurs été victime d'un incendie criminel.

Corbeil-Essonnes (Essonne) : Et merde, cette fois c'est le flics qui montent un traquenard et interpellent des gens



Le Parisien / jeudi 25 octobre 2018

Déjà victime d'un guet-apens ce week-end dans le quartier de La Nacelle à Corbeil-Essonnes, **les policiers du commissariat local ont décidé d'effectuer une fouille discrète des parties communes de la cité ce mercredi. Ils ont remarqué un chariot rempli de pierres et de pavés, dissimulé dans un recoin.** Les enquêteurs ont mis en place un dispositif de surveillance autour du périmètre.

Vers 20 h 30, au passage d'une patrouille de police dans la cité, une bande qui patientait se dirige vers la voiture et commence à la caillasser. Surgissent alors les fonctionnaires en planque, qui arrêtent quatre jeunes qui participaient à ces violences urbaines.

Alors que les agents conduisaient les suspects vers leurs véhicules, un deuxième groupe de jeunes arrive pour en découdre et tenter de libérer les interpellés. Un policier est blessé au nez lors de l'affrontement. Trois autres jeunes sont menottés pour cette émeute et rébellion. Les sept suspects étaient encore en garde à vue ce jeudi soir.

Corbeil-Essonnes (Essonne) : La haine contre les bleus ne s'arrête pas

extrait du Parisien / dimanche 28 octobre 2018

[...] Ce dimanche soir, le quartier de La Nacelle à Corbeil-Essonnes s'est enflammé. **Victimes d'un guet-apens, les fonctionnaires ont été caillassés. Des véhicules de police ont été détériorés et trois voitures du quartier ont brûlé.** [...]

Vigneux-sur-Seine (Essonne) : Les bleus ne sont pas le bienvenus lors du tournage d'un clip

extrait du Parisien / dimanche 28 octobre 2018

C'est à se demander si l'arrivée de la police n'était pas dans le scénario. Ces derniers jours, les forces de l'ordre sont intervenues à trois reprises pour des « attroupements » causés par le tournage de clip de rap. La première intervention s'est mal passée vendredi dans le quartier de la Croix-Blanche à Vigneux-sur-Seine, **les policiers ont été caillassés, deux d'entre eux ont été blessés une voiture sérigraphiée a été endommagée.** Trois personnes ont été interpellées. [...]

Kourou (Guyane) : Quand les bleus se pointent à l'anniversaire...

FranceInfo / mardi 30 octobre 2018

Dimanche après-midi dans le quartier de l'Anse, un anniversaire est fêté sur le trottoir mais voilà, **au passage d'une patrouille de gendarmes, un individu lance une bouteille sur le véhicule.**

Quelques minutes plus tard, les forces de l'ordre reviennent sur les lieux pour interpellier le fautif. Les gendarmes ont toutes les peines du monde à faire entrer l'individu dans leur véhicule. Une femme s'en prend alors aux hommes de loi en les invectivant. Une scène qui provoque **une nouvelle pluie de projectiles.**

Résultat : un certain désordre.

Dans la confusion, l'individu menotté en profite pour prendre la fuite. Les gendarmes ne le poursuivent pas et s'engouffrent dans leurs véhicules. De retour quelques minutes plus tard, cette fois, plus nombreux, ils regagneront leur caserne sans avoir appréhendé le lanceur de bouteille.

Selon les témoins, celui-ci réapparaîtra dans le quartier exhibant ses menottes.

La gendarmerie contactée, n'a pas encore souhaité communiquer sur cette affaire. On ne sait pour l'heure si l'homme a été interpellé.

Ce n'est pas la première fois que des incidents de cette nature se produisent dans le quartier de l'Anse à Kourou. Un épisode de plus dans l'histoire de ce quartier populaire.

Rillieux-la-Pape (Rhône) : Les policiers se vengent pour l'émeute de février

Le Progrès / jeudi 25 octobre 2018

Ce jeudi, cinq jeunes Rilliards ont été mis en examen pour dégradations, menaces aggravées et violences et outrages sur agents. Les faits remontent au [4 février 2018](#). Vers 19 heures, à la suite d'une interpellation dans le quartier des Allagniers, un groupe de jeunes avait pris à partie un équipage de police. La situation avait alors rapidement viré à l'émeute: pendant près d'une heure, de violents affrontements avaient opposé les policiers à de petits groupes de jeunes.

[Arkhangelsk \(Russie\) : Le compagnon Mikhail Zhlobitsky meurt lors d'une attaque](#)

Round Robin / mercredi 31 octobre 2018

Le 31 octobre, à 8h52, il y a eu une explosion à la direction régionale du FSB [*les services secrets russes; NdAtt.*] d'Arkhangelsk. L'anarchiste Mikhail Zhlobitsky est mort et trois agents du FSB ont été blessés. Quelques minutes avant l'explosion, le compagnon avait envoyé ce message via un canal de contre-information russe:

» Compagnons, il y aura bientôt une attaque contre le bâtiment du FSB d'Arkhangelsk, dont j'assume la responsabilité. Les motivations sont claires. En réponse au FSB qui réprime, construit des machinations judiciaires et torture les gens, j'ai décidé de le frapper. Très probablement je mourrai dans l'explosion, puisque je vais déclencher la bombe manuellement.

Du coup, je vous demande de diffuser les informations sur cette attaque, qui l'a mené et ses raisons.

Voilà tout. Je vous souhaite de tendre, avec fermeté et sans compromis, vers notre objectif.

Lumineux est le futur du communisme anarchiste! »

Mikhail Zhlobitsky

NdAtt. : Il s'agit du premier cas d'attaque explosif anarchiste contre le FSB depuis 19 ans. La dernière avait été menée en 1999 contre la réception du siège du FSB à Moscou par l'organisation Nouvelle alternative révolutionnaire.

Berlin, Allemagne : Communiqué de revendication de l'incendie d'une voiture de sécurité privée « Securitas » – 15 octobre 2018

Voiture de Securitas incendiée

Le mouvement anarchiste a affiné son image. Ce qui a également intensifié la répression à notre rencontre au cours de ces dernières années. Depuis le G20 en Allemagne les services de sécurité ont augmenté leurs activités partout en Europe, car ils ont réalisé qu'ils ne nous contrôlaient pas et c'était évident qu'une réaction de leur part était indispensable. Les saccages à Hambourg, l'absence de compromis et la volonté manifeste de destruction de la part des encapuchonnés ont frappé la société, précisément là où c'était attendu. Un sentiment d'inquiétude a gagné la population allemande, où les gens se définissent par rapport à leur propriété et à leur complicité totale dans une société en guerre. Les bagnoles de luxe et les véhicules de patrouille de police devant leur porte qui deviennent des tas de plastique carbonisés – des choses superflues contre la guerre menée contre les pauvres, exclues et inadaptées.

Après la publication du texte « L'autisme des insurgés » dans la publication éco-anarchiste Fenrir #9 (juin 2018), nous avons ressenti le besoin de répondre. Et nous avons attaqué pendant un court moment l'illusion de la sécurité dans cette société à un endroit bien spécifique, afin de commencer à communiquer. Et à discuter.

... Je ne sais pas quoi penser de la vision de la Praxis anarchiste développée par notre ami Alfredo Cospito, pratique devenue plus dangereuse, parce qu'elle continue à être expérimentée. Je ne peux, à vrai dire, que parler de moi-même, sur le fait que je suis devenu plus dangereux et je fais ce qu'il faut pour que le pouvoir se méprenne sur mon véritable potentiel. La disposition, y compris en étant seul.e, de la prise en charge totale de notre destin...

Mais oui, nous espérons que le pouvoir nous perçoit comme un danger, car c'est bien ce que nous prétendons être. Pourtant, il est difficile de comprendre ce qui se passe dans les têtes et les cœurs des anarchistes de praxis. Et nous aussi, nous tournons en rond.

Bien sûr, nous continuons comme beaucoup d'autres compas à travers le monde, à réaliser un nombre incalculable de petites et grandes actions en appréciant en même temps les textes enflammés lorsque les flammes ne menacent pas d'étouffer la théorie. Par ailleurs, nous prenons part à l'organisation informelle.

Notre influence n'est pas grande et même si nous ne parlons pas le même dialecte que toi, Alfredo, nous pensons la même chose. Mais n'oublions pas que les mots ne sont qu'un écran bidimensionnel pour nos pensées enfouies. Nous convenons sur le fait que toute pratique anarchiste comporte des risques. L'organisation informelle ouverte qui cherche à établir des liens avec la société édulcore l'anarchie et nous conduit à la médiation politique. Nous aussi, nous connaissons les assemblées, au sujet desquelles nous ne nous exprimons que très peu. L'organisation informelle en tant « qu'instrument de guerre » comporte le danger du sectarisme vis-à-vis du reste du monde, tout en étant déconnecté des ruptures et conflits locaux incapables d'en faire partie.

Nous choisirons l'anonymat total à un moment venu, sans faire de communiqués, puisque les pierres et les flammes ont déjà parlé d'elles-mêmes et sont intervenues dans le conflit actuel. À un autre moment, nous choisirons de communiquer avec d'autres cellules pour avancer dans la discussion et développer nos liens dans l'attaque permanente avec d'autres individus haineux. Et à un autre moment encore, nous nous bougerons de manière visible, en tentant de communiquer nos idées et nos expériences et en intervenant ouvertement dans le conflit local. Nero, l'anarchiste incarcéré à Berlin, a aussi écrit sur comment vivre cette contradiction.

Oui, il n'y a aucune « pureté » en ce qui concerne les pratiques anarchistes mais peut-être que c'est une erreur de ne pas séparer clairement les diverses stratégies. D'un côté, nous voulons tellement voir cramer pour de bon les villes et pour ce faire nous associer à ce corps social repoussant, de l'autre nous continuons à vouloir l'unique méthode sans compromis, celle de la FAI/FRI, en tant que dangereux subversifs du pays pour détruire sans interruption ce corps si repoussant.

Ce n'est pas difficile et nous voulons briser l'autisme par notre action de mis à feu réussie d'un véhicule de patrouille de Securitas dans le quartier berlinois de Wedding, dans la nuit du 15 octobre 2018, pour laquelle nous assumons la responsabilité. Nous nous référons directement à l'incendie de deux voitures de l'entreprise « Securitas » dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Thoune (Suisse), ainsi qu'à la lutte des anarchistes contre l'extension de la prison de Bässlergut à Bâle. Les raisons pour lesquelles Securitas doit être attaquée sont exposées en détail dans une [revendication venant de Suisse](#), de sorte que nous n'avons rien à rajouter là-dessus.

De plus, les descriptions détaillées qui peuvent être fournies à l'ennemi dans les communiqués de revendication nous semblent souvent quasi-inutiles pour accélérer la propagation de la résistance. Au contraire, il nous manque les idées des compagnon-ne-s qui jouent avec des allumettes, sur la façon dont l'étincelle de l'attaque peut aussi illuminer notre quotidien et nos relations sociales.

Nos villes doivent être des zones d'hostilité pour de tels acteurs, tel que la société « Securitas » qui garde les CRA à Berlin, sécurise les prisons en Suisse et allonge le bras étatique de la domination et du contrôle à divers endroits de ce monde. Par notre attaque, nous établissons le lien entre nos luttes disséminées et proposons de continuer à faire des entreprises de sécurité et autres multinationales les cibles de nos attaques, de sorte que l'attaque symbolique finisse par causer de vrais dégâts matériels.

Symbolique, parce que c'est en cela notre propre manière de se révolter contre cette résignation et de provoquer véritablement des petites pertes matérielles, bien que cela disparaisse dans les méandres du capitalisme. Mais revenons à nos moutons. La plupart du temps il nous reste comme choix soit la participation à un conflit soit notre absence. Mais lorsque nous réussissons à faire échouer des projets des dominant.e.s, parce que nos attaques causent plus de pertes que de bénéfice aux entreprises qui s'y impliquent, le signe de l'ampleur des dégâts peut être la première étape d'une phase perturbée. C'est là la

tâche de la militance de type commando à laquelle nous nous remettons par contrainte de la réalité de notre position minoritaire, que ce soit signé FAI, anonyme ou par un groupe tel que Rouvikonas. La signature est secondaire.

En même temps, l'attaque visible des encapuchonné.e.s contre les installations du pouvoir et des flics doit se poursuivre – lors des manifestations, des émeutes dans les quartiers. Ici, nous restons uni.e.s dans les rues, à attaquer les flics et autres fascistes, à piller, à saccager les rues commerçantes, à ériger des barricades. Ça joue un rôle ici, de savoir si nous faisons tout ça avec des anarchistes, avec des camarades du DHKPC [1] ou avec d'autres potes délinquant.e.s ? D'un côté oui, mais nous devons vérifier avec qui nous agissons dans les rues et pouvons régler les contradictions. La théorie anarchiste n'a pas besoin de se démarquer en permanence vis-à-vis des autres tendances tant qu'elle peut se réaliser dans la pratique. Dans les métropoles occidentales et dans certaines régions rurales, il n'y a absolument aucun foyer de désordre, et ça ne se développera ni par des revendications d'attaques des anarchistes, ni par des appels à l'insurrection de la part des Appelistes.

En ce sens, nos moyens de communication, nos blogs et journaux, sont en réalité une expression d'autisme. Nous existons pour nous-mêmes et ignorons d'autres fronts auxquels le système mène des guerres. Des individualités s'impliquent dans une multitude de conflits différents, mais tant que ça reste limité à certains domaines, à savoir l'antifascisme, l'écologie, etc, ça n'a aucun sens de rechercher des contacts avec la société ou prêcher le militantisme en mode commando, puisque dans ce cas aucun des deux ne poursuit un projet insurrectionnel.

L'État garde sous la main les sociétés de sécurité privée afin de disposer de son propre personnel pour chasser les gens à sa guise. Notre objectif doit être de les éliminer de la vie quotidienne, des transports en commun dans lesquels ils contrôlent les tickets, des magasins où ils gardent des marchandises mortifères. Et des taules, où ils font régner la mort avec les matons.

Solidarité avec les personnes ciblées par l'opération « Scripta Manent » et « Panico », ainsi que tou.te.s celles et ceux qui doivent faire face à la vengeance étatique à travers sa justice pour une manif sauvage en 2016 à Bâle ! Nos cœurs insurgés sont à vos côtés.

Pour l'anarchie !

FAI/FRI Cellule „Amad Ahmad“

[Traduit de l'allemand de [Chronik](#), 15.10.2018]

NdT :

[1] « Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple » est une organisation para-militaire de type marxiste-léniniste, fondée en 1994 en Turquie. Elle est toujours active.

Besançon, France : Incendie de bagnoles troisième épisode [MAJ 04.11]

« Quatre véhicules représentatifs des institutions de la ville ont été visés à Besançon par un ou plusieurs individus, dans la nuit de jeudi à vendredi, en plein centre-ville. Trois ont été incendiés. Un se trouvait rue de la Mouillère, un autre rue d'Alsace et le dernier vers le pont de Bregille. Un quatrième véhicule a été dégradé rue du Tunnel, son pare-brise fracassé à coup de pierre. Un homme

a été surpris par une résidente du quartier, qui est parvenue à le faire fuir avant qu'il ne mette le feu à la voiture. »

Mise-à-jour, 04.11.2018: Dans l'édition papier du 03.11.2018, les journaux en disent davantage sur ces mystérieuses « institutions de la ville » ciblées. C'est une fois de plus l'Est Républicain qui a été attaqué : une de ses voitures est partie en fumée rue de la Mouillère, tandis qu'une autre s'est fait briser son pare-brise avec des pierres rue du Tunnel. Rue d'Alsace, c'est une voiture Citiz, réseau de voitures en libre-service, qui est partie en fumée. Enfin, la voiture garée au pont de Bregille appartenait au « Conservatoire ».

Montélimar (Drôme) : Comment prolonger les vacances

La Tribune/ samedi 3 novembre 2018

[...] Vers 3h30 du matin, **trois individus selon les premiers éléments de l'enquête sont parvenus à s'introduire dans l'enceinte de l'établissement. Sur place, ceux-ci ont fracturé de nombreuses vitres et ont incendié une salle dédiée au SIN (Système d'Information et Numérique).**

Les pompiers ont pu maîtriser rapidement l'incendie avant que celui-ci ne se propage à d'autres salles, mais **les dégâts ne permettront pas à l'établissement de rouvrir lundi.** La reprise des cours devrait intervenir mardi au mieux. Du personnel qui s'est spontanément proposé avertira les familles durant le week-end et celles-ci seront également alertées via le logiciel de l'établissement, Pronote. Le conseiller régional Mounir Aarab, membre également du conseil d'administration du lycée, est venue constater les dégâts samedi midi en condamnant fermement les faits : « C'est intolérable et incompréhensible. C'est du vandalisme gratuit. J'espère que la police identifiera rapidement les auteurs et que la justice sera rendue ».

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [Drôme](#), [Montélimar](#). Bookmark the [permalink](#).

À la Plaine, les murs tombent, les murs parlent...

Un nouveau "coup de mistral", dimanche 4 novembre au soir, a fait vaciller le "mur du mépris" installé par la mairie de Marseille. En attendant qu'il tombe définitivement, les habitant.e.s du quartier y expriment peines et colères. Retour en photos !

Ce dimanche, à la nuit tombée, 5 pans du mur se sont écrasés au sol (côté rue Thiers de la place) suite à une bourrasque de rage populaire. Il n'a fallu que quelques minutes pour faire tomber ces blocs de béton de 3 tonnes chacun. Le phénomène s'était déjà produit 2 jours auparavant, vendredi soir, et 2 blocs étaient tombés (côté rue Horace Bertin cette fois-là). Et à prendre la température du quartier, ulcéré par le chantier de la Soléam et les agissements de Gérard Chenoz, il semblerait que de nouveaux avis de tempête soient annoncés pour les jours et les semaines à venir...

Gaudin, Chenoz et la préfecture n'ont pas pris la mesure de l'affront qu'ils ont fait au quartier. Personne ne voulait de *leur* rénovation. Il n'y a eu aucune concertation. CRS et tronçonneuses se sont violemment mis à l'action, mais ça n'a pas suffi à mater le refus du projet des habitant.e.s et usager.e.s de la Plaine, bien au

contraire. La mairie et la préfecture se sont donc lancées dans la construction d'un mur de 1000 tonnes de béton pour sécuriser le chantier, et tenter, enfin, de commencer les travaux de "valorisation" de la place. Mais c'était sans compter que leur mur tombe en lambeaux nuit après nuit. Et que la détermination d'un nombre croissant de personnes opposées au chantier s'aiguise jour après jour. Comme d'ailleurs la défiance d'habitant.e.s d'autres quartiers de la ville à l'encontre de la politique d'aménagement des édiles.

Maintenant que la Soléam sait que son mur ne tiendra pas, qu'elle option va-t-elle retenir ? Barbelés et miradors ? On verra ! Mais le chantier ne se fera pas ! C'est ce que tout le monde, ou presque, dit à la Plaine. C'est ce qu'on peut lire sur les blocs de mur qui tiennent encore : envolées contre la mairie, Gaudin et Chenoz, allusions à Berlin, etc.



Villeurbanne (Rhône) : Très mobiles...

Le Progrès / dimanche 4 novembre 2018



Dans la nuit de samedi à dimanche, la soirée a été agitée du côté de Villeurbanne. **A intervalles plus ou moins réguliers, plusieurs feux ont été signalés aux pompiers en différents points de la ville, entre 22h30 et 3 heures ce matin.** Des détonations ont également été entendues par des riverains.

Quatre véhicules ont été incendiés entre 1h30 et 2h30 rue des Jardins, rue de Verdun, rue du Canal et rue de Château Gaillard. Un ou plus vraisemblablement plusieurs individus, très mobiles, ont **aussi incendié du**

mobilier urbain et des poubelles. Une vingtaine de soldats du feu se sont employés à circonscrire les flammes.

Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) : Les nuits incendiaires de voitures se succèdent et empêchent le maire de dormir

Le Nouvelle République / Lundi 5 novembre 2018

Les voitures ont continué à brûler au cours du week-end. Depuis Halloween, vingt-six véhicules ont été incendiés dans ce quartier de Joué-lès-Tours.

Ce n'est pas une vingtaine de gamins qui vont faire la loi. La population n'a pas à être prise en otage, la République doit être respectée, ici comme ailleurs. Depuis trois jours, Frédéric Augis dort peu. Le maire de Joué-lès-Tours explique être sur le terrain toutes les nuits, avec les pompiers, la police nationale et municipale ainsi qu'avec un médiateur.

C'est que depuis [la nuit de Halloween](#), les choses ne sont pas arrangées. On se souvient que huit véhicules avaient alors été incendiés, du matériel urbain détruit, une voiture de police caillassée.

Ces actes de vandalisme ont été réitérés au cours des nuits qui ont suivi. **De jeudi à vendredi, toujours à la Rabière, quatre véhicules ont été incendiés**, dont un près d'une école. Par précaution, Fil bleu avait suspendu en fin d'après-midi la desserte des quartiers sud de la ville.

Rebelote au cours de la nuit de vendredi à samedi avec neuf autres véhicules détruits auxquels il faut ajouter quatre feux de poubelle et encore deux départs de feu se communiquant à cinq voitures au cours de la nuit de samedi à dimanche.

« On joue au chat et la souris avec ces délinquants. Hier soir (NDLR : samedi soir) tout avait pourtant l'air calme. » Frédéric Augis affirme que des plaintes seront systématiquement déposées pour chaque voiture brûlée et rappelle que les parents des jeunes déjà identifiés (ils sont âgés de 12 à 15 ans) seront convoqués la semaine prochaine à la mairie.

Des événements qui ont suscité des réactions diverses. Sans surprise, le Rassemblement national parle de guérilla urbaine et de «voyoucratie». *« Avant d'être un territoire perdu de la République, la Rabière est un quartier d'une commune française et il doit être considéré et traité comme tel. »*

Dans un communiqué, les élus jocondiens membres du groupe d'opposition La Ville au cœur, *« condamnent avec la plus grande fermeté les actes de violence et de destruction de biens publics et privés qui ont eu lieu à Joué-lès-Tours. »*

Ils estiment que la fête de Halloween n'a pas à servir d'alibi : *« Au-delà de cette soirée, cela fait plusieurs semaines que les incendies de véhicules se multiplient dans notre ville. Cela doit tous nous interpeller. »*

Et d'en appeler au calme et à la responsabilité de chacun pour que la raison se fasse entendre et que la loi soit respectée.

En dépit de ces événements, l'ambiance semblait cependant assez sereine, hier matin, sur le marché de Joué-lès-Tours. Les conversations portaient sur des sujets moins anxiogènes et les commerçants interrogés affirmaient que *« les gens ne parlent pas de ça quand ils font leurs courses »*. Hormis un Jocondien venu acheter ses œufs, victime à deux reprises *« d'incendie de voitures déjà anciennes et donc mal indemnisé par les assurances. »*

This entry was posted in [Antitech](#) and tagged [Indre-et-Loire](#), [Joué-les-Tours](#). Bookmark the [permalink](#).

Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) : Le couvre-feu pour mineurs n'empêche pas les bagnoles de cramer

Montceau-News / Lundi 5 novembre 2018

Les 7 véhicules détruits par les flammes étaient stationnés sur un parking, impasse Louis Juvet. Ils l'ont été aux alentours de 3 h 30 ce matin, et ce feu a mobilisé 13 sapeurs pompiers, commandés par l'adjudant chef Thomas. Des secours qui sont intervenus avec deux véhicules incendie ! De nouveaux faits graves qui ont amenés Mme Marie-Claude Jarrot, maire, Gérard Gronfier, maire-adjoint à la tranquillité publique et Marie-Noëlle Laforest, Maire-adjointe, à se rendre sur les lieux ainsi que des fonctionnaires du commissariat de police..

A l'issue d'une réunion tenue au commissariat de police, réunion à laquelle participaient les quatre maires du bassin, il a été décidé d'instaurer un couvre-feu pour les mineurs. Un arrêté sera pris d'ici cet après-midi en ce sens. arrêté que nous mettrons en ligne à réception ! Autre information, une compagnie de CRS de Tours sera opérationnelle dès ce soir ! **Cette décision selon nos informations prendra effet dès ce soir dimanche à partir de 22 heures jusqu'à 6 heures du matin et cette « disposition » sera en vigueur du 4 au 18 novembre prochain. Pour ce qui est des quartiers « retenus », il s'agit de Bellevue, le Plessis, la Sablière et le Bois du Verne.**

Les flics à la traîne...

Le JSL / Dimanche 4 novembre 2018

Dans la nuit de samedi à dimanche, la brigade anti-criminalité de Chalon a été appelée en renfort à Montceau-les-Mines suite aux incendies à répétition perpétrés sur la ville. Les policiers chalonnais ont repéré vers 4 heures du matin une voiture volée avec des jeunes à l'intérieur qu'ils ont tenté d'intercepter mais les jeunes n'ont pas obtempéré au barrage routier. **L'un des policiers a eu le bras coincé dans la fenêtre du véhicule qui l'a traîné sur quelques mètres.** Pour le défendre, l'un de ses collègues a tenté d'immobiliser la voiture avec un tir de sommation. Finalement, les jeunes ont réussi à prendre la fuite.

France 3 Bourgogne / Dimanche 4 novembre 2018

Quelques heures après cet événement [incendie de la concession automobile BMW, cf ci-dessous], de nouveaux véhicules ont été brûlés. Les pompiers ont été appelés **dans la nuit de samedi à dimanche vers 3h30 du matin. Cette fois, ce sont six voitures qui ont été incendiées**, ont-ils déclaré à France 3 Bourgogne. Le feu s'est déclaré au milieu de la nuit sur un parking public, situé impasse Louis Juvet. Une quinzaine de soldats du feu ont été dépêchés sur place.

Marie-Claude Jarrot, la maire LR de Montceau-les-Mines, était aussi sur les lieux. Interrogée sur les nombreux incendies recensés dans la commune depuis des mois, elle a expliqué qu'ils étaient dus à « un

certain nombre de jeunes, de très jeunes entre 14 et 15 ans qui ont été arrêtés et mis en centre éducatif fermé ».

Le concessionnaire BMW, collabo des flics, incendié !

France 3 Bourgogne / Dimanche 4 novembre 2018

Plusieurs incendies de poubelles ont été signalés ces dernières nuits, mais cette fois, c'est le garage Vacher qui a été détruit par les flammes dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 novembre 2018.

Tout a débuté par un rodéo entre la police et les occupants d'une BMW. Les occupants de l'auto, qui cherchaient à fuir les forces de l'ordre, ont perdu le contrôle de leur véhicule qui a percuté un mur. Les contrevenants ont alors abandonné leur véhicule et **le garage Vacher a été appelé vers 2 heures du matin pour remorquer l'auto.** [...]

L'affaire ne s'est pas arrêtée là, puisqu'un peu plus tard, **vers 3 heures du matin, deux personnes, le visage recouvert d'une cagoule, sont arrivées au garage et ont mis le feu à la voiture qui avait été remorquée.** Les flammes ont rapidement gagné les véhicules qui se trouvaient à côté, raconte **le propriétaire du garage BMW.** Résultat : **13 véhicules ont été brûlés dans l'enceinte de l'entreprise.**

Le propriétaire de la concession auto avait déjà été victime d'un scénario similaire en 2011.

Montréal, Québec : Soirée sauvage à l'UQAM – 1er novembre 2018

Une soirée réunissant plusieurs dizaines de personnes s'est tenue à l'UQAM de Montréal jeudi 1er novembre 2018. L'ambiance est très vite devenue festive, avec floraison de tags et destructions de caméras de surveillance.

« Les policiers ont été appelés hier vers 21 h 50 pour un conflit ou une sorte d'émeute. À l'arrivée des policiers, tout le monde avait quitté les lieux. L'événement fait l'objet d'une enquête et il n'y a pas encore de suspects identifiés », a indiqué au *Journal de Montréal* Andrée-Anne Picard, porte-parole de la police de Montréal.

En tout, six caméras ont été détruites pendant le saccage. L'UQAM évalue que « 70 personnes ont participé aux actes de vandalisme ».

Parmi les tags apparus dans les couloirs du deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin, ainsi que dans certains locaux et dans des fenêtres, plusieurs prenaient pour cible les médias et la firme Garda, qui s'occupe de la sécurité à l'UQAM: « Faites l'émeute, pas la grève », « Ni patrie, ni État, ni Québec, ni Canada », «Déprécier le coût de mon UQAM», «L'université c'est le début de la fin» ou encore des symboles anarchistes.



[Reformulé de la presse canadienne]

Pont-de-Claix (Isère) : Adieu au poste de police municipale

France Info / mardi 6 novembre 2018

Un incendie d'origine criminelle a détruit dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 novembre 2018 le siège de la Police municipale de Pont-de-Claix près de Grenoble. 100 m² de locaux situés au RDC de l'ancien collège des Iles de Mars sont partis en fumée.

Il était environ 1h30 du matin ce mardi lorsqu'un incendie s'est déclaré au siège de la Police municipale de Pont-de-Claix près de Grenoble en Isère. Ces locaux d'une surface de 100 m² situés au RDC de l'ancien collège des îles de Mars ont été entièrement ravagés par les flammes. [...] Une enquête a été ouverte par la gendarmerie et confiée à la Section de recherche de Grenoble.

Des techniciens de l'identification criminelle ont procédé ce matin à des investigations sur place. **La piste criminelle ne fait pas de doute. Des traces d'effraction ont été relevées.**

[...] Pendant la nuit d'Halloween, déjà, 11 véhicules avaient été incendiés à Pont-de-Claix. Dans les prochains jours, les patrouilles de gendarmerie vont être renforcées sur le secteur.



M. le Maire n'est pas content, mais alors, vraiment pas content (et il appelle à la rescousse les gendarmes – si, si, ceux qui ont perdu leur gendarmerie il y a 14 mois... dans un incendie !)

France Bleu / mardi 6 novembre 2018

« Intolérable », « inacceptable ». Le maire de Pont-de-Claix (Isère), également président la métropole grenobloise, dénonce avec fermeté l'incendie qui s'est déclaré dans les locaux de la police municipale de sa commune dans la nuit du 5 au 6 novembre. Le feu a pris vers 1 heures 30 du matin, dans le quartier des Iles-de-Mars, dans un ancien collège occupé en partie par la police municipale. Il n'y a pas eu de blessés mais de gros dégâts : la totalité des 100 mètres carré des locaux de la police ont été détruits.

Les gendarmes ont constaté sur place l'effraction d'une vitre et la présence de fortes odeurs d'hydrocarbures. Ce sinistre d'origine criminelle fait bondir Christophe Ferrari. « C'est la police municipale, l'institution de sécurité publique, qui était visée », d'après lui. Les 7 agents de police qui travaillaient ici sont « choqués, mais mobilisés » pour poursuivre leur mission.

Le maire a d'ores et déjà obtenu des renforts de gendarmerie « pour les prochaines semaines, nuit et jour », sans précisément savoir combien de fonctionnaires supplémentaires seront affectés dans la commune, « mais il y aura du bleu à Pont-de-Claix ».

« Il n'y a pas et il n'y aura pas de zone de non droit à Pont-de-Claix », a prévenu le maire qui s'inquiète de la multiplication des violences depuis une semaine. **11 voitures ont été incendiées dans la nuit d'Halloween, « c'est presque le double de ce que l'on constate sur une année » avec 7 voitures brûlées en moyenne.**

« Le même jour, un certain nombre de condamnations avait été prononcées pour des faits qui se sont passés sur des échelles de temps différentes (...), ceci pourrait être de nature à imaginer des formes de représailles ou de réactions », raconte Christophe Ferrari, « la puissance publique ne laissera pas une bande d'individus mettre en danger la tranquillité des habitants ». [...]



Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) : Barbecue hors saison au concessionnaire BMW moto

Le Parisien / mercredi 7 novembre 2018

Le préjudice pourrait s'élever à plusieurs millions d'euros. Le bâtiment du concessionnaire « BMW Motorade », au 30, rue de Paris à Noisy-le-Sec, a été ravagé par un incendie criminel, ce mercredi. Trois personnes ont été interpellées et sont entendues au commissariat local, chargé de l'enquête. Vers 4h20, au moins deux individus, filmés par les caméras de vidéosurveillance, sont passés par l'arrière du bâtiment. **Ils ont aspergé d'essence les motos situées à l'extérieur avant de lancer des chiffons enflammés. Le feu s'est alors propagé à l'intérieur du magasin,** vide de tout occupant. Onze camions et 80 sapeurs-pompiers sont intervenus vers 5 heures. Deux pompiers ont été légèrement blessés pendant l'intervention, qui s'est terminée vers 7h15.

Au total, une soixantaine de motos sont parties en fumée. Sans compter le mobilier, les outils de l'atelier ou encore le matériel informatique. L'intérieur est dévasté et le « showroom Mini », mitoyen, inondé. « Des expertises sont en cours, mais le préjudice devrait se chiffrer à plusieurs millions d'euros, confie Cyrille Frantz directeur général délégué du groupe Bymycar. Nous sommes dans l'incompréhension et avons un vrai sentiment d'injustice. D'autant que c'est une concession qui marche très bien. » [...]

Le showroom Mini

Sainte-Livrade, France : L'hôtel-restaurant de luxe n'était qu'un projet – 4 novembre 2018

Dans la nuit du 3 au 4 novembre, un incendie a ravagé l'hôtel-restaurant quatre étoiles « Le Domaine de Bugatel » à Sainte-Livrade, ville située près de Villeneuve-sur-Lot, au nord d'Agen. 1300 mètres carrés de bâtiment ont été réduits en cendres, notamment dans la partie restaurant.

Les travaux étaient sur le point de s'achever. Le site était flambant neuf. L'hôtel haut-de-gamme devait proposer des chambres de charme en bordure du Lot, ainsi qu'un restaurant gastronomique, un espace de balnéothérapie, une cave à vin, une rhumerie...et même des promenades en gabarre.

Les enquêteurs ont retrouvé des traces suspectes dans les décombres. Ils privilégient pour l'instant un acte malveillant. Ils attendent de recevoir, mercredi 7 novembre, un chien spécialement dressé à la recherche des causes des départs de feu pour trouver de nouveaux indices.



Du rêve des bourges et du tourisme local...

Au cauchemar:



[Reformulé de la presse]

Évasion

Saint-Mihiel et Nantes : Bon vent !

Prison de Saint Mihiel : Fumer fait du bien à votre liberté

L'Est Républicain / jeudi 25 octobre 2018

Un prisonnier du centre de détention de Saint-Mihiel (55) s'est évadé ce jeudi matin lors d'un déplacement à Metz, pour un suivi médical. L'homme était accompagné par un éducateur. Il se trouvait à Metz pour un suivi dans le cadre de ses addictions. Ce type de permission, avec un accompagnement simple, est courant. Alors qu'ils étaient en avance pour le rendez-vous, le détenu a demandé à celui qui l'accompagnait de pouvoir aller acheter des cigarettes. L'éducateur l'a autorisé. Le fuyard, originaire de l'Est de la France et libérable en novembre 2019, n'est pas réapparu.

Le parquet de Bar-le-Duc, chargé du suivi du dossier, a indiqué que l'homme était incarcéré pour de menues peines cumulées (vol ou usage de chèque contrefait), ainsi que pour des révocations de son sursis. L'évadé, qui pourrait avoir plusieurs points de chute, était, par ailleurs, déjà très connu pour des problèmes de comportement en détention.

Prison de Nantes : Par la fenêtre

Presse Océan / vendredi 26 octobre 2018

Il était arrivé au quartier pour peines aménagées (QPA) de Nantes en tout de semaine : **un jeune détenu s'est évadé en sautant du premier étage**, avant de s'enfuir, dans la nuit de jeudi à vendredi. Âgé de 21 ans, il avait été condamné pour des faits de « conduite sans permis » et d' « escroquerie » à une peine de quatre ans de prison. Ce vendredi, à 17h30, le jeune homme n'avait pas été retrouvé.

Il court toujours !

20 Minutes / *lundi 29 octobre 2018*

Il n'a toujours pas été retrouvé. Ce lundi, les forces de l'ordre étaient toujours à la recherche d'un détenu, qui s'est évadé du quartier des peines aménagées situé à Carquefou, près de Nantes. Selon Presse Océan, ce jeune homme âgé de 21 ans venait tout juste de rejoindre cette structure, réservée à des personnes incarcérées mais qui ont l'autorisation de sortir, afin de préparer leur réinsertion.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, **le détenu avait démonté sa fenêtre et sauté du premier étage, avant de disparaître**, rapporte le syndicat FO-Pénitentiaire. Selon le journal Presse Océan, l'homme avait été condamné à quatre ans de prison pour des faits de « conduite sans permis » et d' « escroquerie ». Il était libérable en septembre 2020.

Prison de Reims : La sortie pédagogique a failli être définitive

L'Union / *jeudi 25 octobre 2018*

Un détenu de la maison d'arrêt de Reims s'est échappé d'une sortie pédagogique, ce jeudi 25 octobre midi, sur le territoire d'étude et d'expérimentation de Trois-Fontaines, près de Vitry-le-François. Il a pris la poudre d'escampette au déjeuner. D'importants moyens ont été mis en place pour le retrouver puisque la compagnie de gendarmerie de Vitry-le-François, la police de Saint-Dizier, un chien et un hélicoptère ont été déployés. **L'homme a été retrouvé, jeudi soir**, dans le Pays vitryat.

Nihilisme

Une lettre, avec ou sans destinataire

Ah il est loin, le temps des barricades. Il est loin le temps des débats révolutionnaire houleux. Le temps de la révolte, le temps de l'anarchie.

Quand on envahissait les rues pour détruire tout ce qui nous oppresse.

Ah il est loin, ce temps là, quand tu étais libre, mon amis, et qu'ensemble en première ligne, et le sourire aux lèvres, et le sourire aux lèvres.

Et cette joie, ah il est loin, ce temps là.

Tu croupie en cellule et je gerbe toujours la meute de citoyen, ici dehors, mais sans toi, et sans le sourire. Aujourd'hui, rien n'a changé tu sais, sinon en pire. Quelques clampins aux idées abjectes, et une masse de débiles qui les suivent.

Quelques compagnons(nes), pas nombreux-ses, mais déterminées, qui ne croient plus en la révolution. Une

fuite en avant, somme toute très nihiliste, mais cohérente, et digne.

Il fait froid, il fait gris, ça pu le bruit des bottes, et on traîne nos savates dans la nuit noire.

La nuit, qui fût notre alliée, a retourné sa veste, elle profite aujourd'hui au PIRE, les conspirationnistes ont remplacé les anarchistes qui conspirent.

Les actions directes? À part les belles actions très nihiliste de quelques insurgées aux idées claires. Et des attaques de boucheries, revendiqué par des groupes vegan qui n'ont que l'antispécisme comme grille de lecture des systèmes de domination.

Les actions directes? Celle des faf oui, elles sont pléthores, l'antisémitisme est devenu une norme, un mot de ralliement, de l'extrême gauche à l'extrême droite. J'ai entendu des trucs dégueulasse, mon pote, venant de la bouche de "camarades" qui étaient à nos côtés.

L'ambiance, ici dehors, elle est pas belle à voir. Vivement que tu sortes. Toi qui savait nous faire sourire, toi qui savait nous faire aimer, toi, qui savait nous faire espérer.

Moi, j'ai déserté. Comme j'avais constamment la flicaille au cul, ma fuite en avant, je l'ai faite dans le sexe. Mais on s'en branle, c'est le cas de le dire !

Et le milieu, comment il va? Faut pas me demander. Les rares endroits où je suis retourné, tout le monde s'était barré.

Le milieu, de mon point de vue très personnel, aujourd'hui, il se résume à des vénères complètement décentralisés qui ont gardé leur rage intacte, et qui attaquent encore et toujours. Finalement, la seule chose que l'on aura tous réussi, c'est de foutre en l'air l'hégémonie parisienne, c'est déjà ça...

Pour les attaques, pour les actes, pour l'insurrection, je n'y crois plus, je m'en tape, mais je kiffe quand ça brûle ! Un nihiliste.

Ouverture

[Appel à projet - Investissez l'Atelier™](#)

geneve

Vous en avez marre de ces squatteuses qui se saisissent impunément du potentiel urbain de notre ville rôtée ? Dans cette perspective, nos fines équipes de promoteurs ont récemment déniché un bien immobilier fort prometteur dans le quartier de fontaine-lestang.

Cette petite friche, semi-industrielle, semi-résidentielle est située à quelque pas de la ligne A (bientôt XXL pour convenir à l'attractivité inexorable de notre projet). Face à l'arrièr concurrence des shlags-pseudo-insurrectionnalistes qui sévissent actuellement dans la métropole toulousaine, nous sommes fières d'avoir su saisir à temps cette opportunité. Nos agentes ont inauguré jeudi 25 octobre cette charmante maison à grand coup de Dom erignon. De par sa surface et ses multiples espaces, l'Atelier™ se prête à la pluridisciplinarité et la diversité des offres.

Vous avez le sens de l'initiative et l'esprit collaboratif ? Vous désirez investir des friches urbaines, impulser de nouvelles dynamiques et valoriser le quartier fontaine-lestang ? Vos ambitions sont celles d'une jeune entrepreneuse et cet espace est fait pour vous. Venez donc avec vos projets et vos compétences investir l'afterwork-party du Thursday. 19h pour les cocktails, 20h pour le formel. À titre non-exhaustif, voici un panel de propositions diverses et variées pour le challenge-Atelier™ : librairie vintage-ultra-gauchisante,

friperie solidaire, bar-tabac-tapas, sparing-collaborativ-boxe, menuiserie party, revolarisation de bicyclette (et autres moyens de locomotion à faible empreinte carbone).

Afin de valoriser notre patrimoine nous auront besoin de toutes les compétences disponibles. De nombreux talents sont requis : architectes, charpentières, peintres, techniciens de surface, championnes du monde de tetris, cheffes étoilées et commis dynamiques. Une équipe de management et de booster bienveillants vous accueillera afin d'assurer l'efficacité du chantier, ce dimanche et ce lundi dès 11 heures sonnantes. Tout placement financier (évidemment défiscalisable) est bienvenu, mais si vous souhaitez effectuer un investissement matériel dans ce projet, nous aurions besoin de :

- ▶ chauffages, radiateurs
- ▶ matériel de cuisine
- ▶ téléphone sans caméra (pour des personnes en CRA)
- ▶ vêtements pour enfants
- ▶ blousons
- ▶ électroménager
- ▶ outils divers et variés

Au plaisir de vous croiser à l'Atelier !

Récap' :

- Chantiers collectifs : dimanche et lundi dès 11 heures
- Réunion de la campagne d'occupation tous les mercredis :
 - 18 heures accueil des nouvelles & nouveaux
 - 19 heures réunion
- Réunion espaces collectifs de l'Atelier Jeudi 8,
 - 19h apéro
 - 20h réunion

Montreuil (93) : ouverture de l'Épinoche, l'infokiosque du squat de l'Écharde

Lundi 12 novembre 2018, l'Épinoche, infokiosque du [squat de l'Écharde](#), ouvre ses rayons à toutes et tous : des dizaines de brochures et de livres sur des sujets liés à la critique sociale ainsi qu'aux idées et pratiques révolutionnaires et anti-autoritaires. Le tout est disponible à prix libre, c'est-à-dire qu'on donne ce qu'on veut, ce qu'on peut.

Rendez-vous de 17h à 20h, pour découvrir les brochures et livres à disposition, dans une ambiance tranquille, avec thé, goûter, friperie gratuite et espace de lecture.

Nous profiterons de cette première ouverture publique pour mettre en place un groupe de lecture régulier avec pour commencer le livre [La morale anarchiste](#) de Pierre Kropotkine. Venez nombreux.ses, et si vous êtes intéressé.e.s par le groupe de lecture mais que vous ne pouvez pas venir, envoyez-nous un mail à lecharde@@@riseup.net.

Désormais, l'infokiosque est ouvert chaque lundi, de 17h à 20h.

L'Écharde
19 rue Garibaldi
93100 Montreuil
(Métro Robespierre)



Réflexions

Considérations sur les cages de la démocratie

Vetriolo, giornale anarchico, n° 2 / automne 2018

Il existe de nombreux lieux communs quant à la prison au sens large et, plus en particulier, quant aux différentes déclinaisons à travers lesquelles percevoir cette structure de coercition par antonomase et la façon de s'y opposer.

Dans le mouvement subversif, surgissent régulièrement des analyses et des propositions plus ou moins judicieuses sur la prison en général, sur les sections à Haute-surveillance avec leurs séparations entre détenus, sur les « luttes des prisonniers », sur la conflictualité présente, latente ou rêvée. C'est surtout cette dernière qui est répandue.

On est antiautoritaires à cause de sa raison, de son éthique et de son instinct et sur la base de ces puissants critères d'évaluation il est aisé de percevoir la distance entre certaines théories (et les généralisations confortables qui vont avec) et la réalité vécue.

Souvent l'enfermement ne fait que rendre plus évident, transparent, le mécanisme de la servitude volontaire : elle est la même pour tout individu, qu'il soit libre ou emprisonné.

On ne peut pas changer les rêves avec la vie, il est difficile de faire confusion entre une vision mythifiée de la prison comme école de lutte qui forme des consciences révolutionnaires, et la prison -hôpital de la réalité, un miroir d'une société-hôpital qui prive l'individu de tout choix existentiel, même minime, et voudrait instiller résignation, couardise et indifférence.

La dure rencontre, concrète, avec les placards de la dissidence et de l'altérité, prend la forme d'une adaptation collective : d'une usine de consommateurs libres à celle de leur contreparties en taule.

Dans les cages de la démocratie, la violence évidente est rare, mais féroce quand elle se manifeste ; au contraire est omniprésent l'énorme travail de classement, de médicalisation du malaise, d'infantilisation de l'individu, d'octroi des miettes démocratiques : une attribution sédative de petites portions de « vivable », dans un environnement qui est la non-vie par antonomase.

Toute proportion gardée, on passe sans sursaut du citoyen productif-consommateur au détenu-consommateur puis au paria total.

Du grand bazar de la réinsertion/ boutique équitable/ prison de Rebibbia, au restaurant dans la prison de Bollate ou dans celle des Vallettes, destiné à une clientèle externe (triée sur le volet) qui veut éprouver le frisson de l'enfermement le temps de sa pause-midi, ou encore en passant par toutes les déclinaisons (de « la restauration pour bobo » à l'artisanat typique des prisonniers) de la réinsertion/exploitation/travail en prison, on va aux trous sans aucun lien avec l'extérieur que sont les prisons en régime de 41bis [*régime spéciale de*

prison à très haute surveillance, crée par l'État dans les années 90 dans sa guerre contre les mafias et puis élargi au « terrorisme », c.a.d. aux groupes révolutionnaires ; NdAtt.], aux cages à poules que sont les Centres de détention pour migrants ou les sections « communes », surpeuplées, des prisons.

Un miroir des actuelles sociétés occidentales, où cages démocratiques et abattoirs pour êtres humains indésirables sont les seuls cadeaux offerts aux marginaux que ce système social n'a pas placés et/ou ne veut pas placer.

Quel qu'il soit l'enclos, indépendamment de la taille du maillage du filet et de l'acceptabilité des solutions offertes, ceux qui les offrent, dedans comme dehors, sont toujours les mêmes figures portées sur la récupération et sur l'exploitation économique : le pouvoir, laïque ou religieux, différentes associations avec leur cortège triste et multicolore d'éducateurs, opérateurs, volontaires ou autre.

En tant qu'anarchistes, on devrait affronter la question de la prison à partir d'une simple donnée empirique. On y finit dedans et on y résiste, avec son propre bagage pratique et théorique. A partir de là doit naître toute analyse ou hypothèse d'opposition et résistance au Moloch-prison.

Le fait de prendre pour des luttes celles qui n'en sont pas, ne veut pas dire que rien ne soit judicieux ou possible dans les prisons démocratiques. Au contraire, on remarque encore plus toute tentative de reprendre la liberté niée, dans la résistance consciente à l'assujettissement forcé et à la servitude volontaire que le « sain » et mortifère réalisme du possible oppose à l'impossible, à ce qui est déplacé.

Avec une pensée pour tous ces compagnons qui continuent à pratiquer l'impossible, à ceux qui ont sauté par-dessus le mur ou essayé de le faire.

Anna Beniamino

Rome, automne 2017

Commentaires désobligeants (de 2018)

(Encore une fois glanés ici et là et placés pêle-mêle sur cette page afin que rien ne se perde.)

Aphoristique

Un poète m'a demandé si j'étais, moi aussi, poète. Je lui ai répondu que j'étais plutôt une aphoriste. «C'est un art qui se meurt...» a-t-il ajouté. Flattée, je l'ai remercié en lui disant que je ne peux pas m'attribuer tout le mérite.



On se rassure comme on peut

Le futur m'inquiète beaucoup en ce moment, mais je me rassure en me disant qu'il en reste toujours un peu moins chaque jour.



Capitalisme avancé (1/5)

Les griefs des opprimés sont diffusés dans un but lucratif par leurs oppresseurs.



Capitalisme avancé (2/5)

La monnaie devient crypto-monnaie et les crypto-fascistes redeviennent fascistes.



Capitalisme avancé (3/5)

Les machines utilisent les humains en leur faisant utiliser des outils.



Capitalisme avancé (4/5)

L'histoire, en se répétant, saute la tragédie et va directement à la farce.



Capitalisme avancé (5/5)

Toutes les solutions proposées ne représentent jamais plus que la formulation incorrecte de leur problème.



Pics or it didn't happen

Sur internet, personne ne sait que je ne suis qu'une stratégie discursive.



Simulatrice

Je vous ai tous convaincues que j'étais atteinte du syndrome de l'imposture, mais dans le fond, je faisais juste semblant.



La chute (1/7)

Le monde pourrait devenir un endroit merveilleux si on faisait tous juste un petit effort en le quittant pour ne jamais revenir.



Ça ne me botte pas du tout

Le prochain pubard qui me traite d'influenceuse, je le kick en plein dans la marque.



Invisibilité

Je ne crois pas que c'est une coïncidence si les révolutionnaires, les journalistes et les flics se retrouvent constamment aux mêmes endroits. Chacun prend les deux autres pour des parasites et chacun a raison à moitié. En réalité, ils ont tous besoin les uns des autres.

Je pense qu'il faut aller où les révolutionnaires, les journalistes et les flics ne vont pas. Il faut lire ce qu'ils ne lisent pas, dire ce qu'ils ne disent pas, porter attention à ce qu'ils ne voient pas. Jusqu'à devenir rigoureusement invisibles.



Optimisme (1/2)

Mon seul problème est la totalité. Autrement, ça va.



Lettre de rupture

« Ce n'est pas toi, c'est ta critique impitoyable de tout ce qui existe. »



Autoportrait de l'aphoriste dans son époque

«Décrivez votre œuvre en trois mots.»

Post-factuelle, proto-apocalyptique, pré-posthume.



Gauche

C'est le propre de la gauche de se définir en opposition de ses ennemis : l'homme blanc, le kulak, le capitaliste, le fasciste. C'est aussi le propre de la gauche d'enfermer les opprimé.es dans les catégories qu'elle s'est fait sa mission de les libérer.



Contrat social (démocrate)

Il existe une entente tacite entre mes amis Facebook sociaux-démocrates et moi. Ils endurent mes statuts pessimistes, individualistes et nihilistes à l'année longue et je fais semblant de ne pas voir leur propagande électorale à la con tous les quatre ans.



Désir et transgression

On ne peut désirer que sur la base de ce qu'on connaît. Ce qui fait que l'on se retrouve souvent avec des désirs qui servent davantage les intérêts des dispositifs du pouvoir que les nôtres.

Les désirs ne peuvent changer que si on change la vie qui les produit. On doit avoir expérimenté la liberté pour désirer la liberté – et ainsi devenir libre. Or, le temps et l'espace de l'ordre social étouffent toute expérimentation qui ne va pas dans le sens de l'accumulation du capital, a fortiori l'expérience de la liberté. On peut donc imaginer de nouvelles relations avec nos semblables, de nouvelles façons de vivre, qu'en transgressant les impératifs du temps et de l'espace sociaux.

Bref, je suis de plus en plus convaincue que transgresser pour transgresser, que détruire quelque chose de laid pour le seul plaisir de détruire quelque chose de laid est un geste salutaire – parce que ce geste désencombre l'imaginaire et permet de commencer enfin à désirer pour soi-même.

On pourrait dire que je suis environnementaliste: je lutte pour dépolluer l'environnement mental.



Déstructuration

Lorsque confrontée à une structure sociale, j'ai l'habitude de réfléchir en tout premier lieu à la façon dont elle détermine mes pensées, mes choix et mes comportements avant même de commencer à discuter de ce qui devrait être fait à son sujet.

Ce faisant, j'en arrive presque toujours à la conclusion qu'elle devrait être abolie – dans mon propre intérêt.



Niqab la police

Pour empêcher les femmes qui portent un voile de devenir policières, je propose qu'on abolisse la police. Ce sera bien fait pour elles (et pour nous, par le fait même).



Lundi matin, sept heures (1/5)

Pourquoi est-ce toujours le lundi que l'envie me prend de lire Marx ?



Phobie sociale

« Je serai au Salon du livre », said no Anne Archet, ever.



La chute (2/7)

Pour quelqu'un comme moi qui adore les crépuscules, c'est l'époque idéale pour être civilisée.



L'objet de la machine (1/2)

Toute la technologie que j'utilise (ou qui m'utilise) quotidiennement semble n'exister que pour me convaincre que je ne suis pas une esclave.



L'objet de la machine (2/2)

Dès que mon regard est dévié de l'écran, il tombe sur un indice que la façon de vivre qui m'a été imposée est en fin de parcours – qu'elle périclité et se désagrège lentement. La technologie me garde dans un monde qui disparaît pendant que le sol se dérobe sous nos pieds.



Twits

Je viens de me rendre compte que Twitter a éliminé tous mes faux *followers*. Je trouve ça dommage par contre que tous mes faux leaders restent encore solidement en place.



Optimisme (2/2)

Le dernier optimiste que je connaissais vient d'être retrouvé mort noyé dans un verre d'eau à moitié plein.



Reality check

Soyons honnêtes : si ça ne passe pas complètement inaperçu, ce n'est probablement pas la vérité.



Farce tragique

Tant qu'à nous imposer une dystopie, ils auraient pu au moins en choisir une qu'on puisse prendre minimalement au sérieux.



La source de votre aveuglement

L'amour n'est pas la cause de vos pires décisions, mais plutôt l'affection que vous avez envers elles.



La tyrannie du prudhomme

Mon désir de respectabilité est soufflé à mes oreilles par le flic dans ma tête. J'agis rarement dans mon propre intérêt en l'écoutant.



La fin des utopies

Si vous me cherchez, je serai dans la rue en train d'enlever les pavés. Je compte bien me mettre la tête dans le sable et appeler ça la plage.



La chute (3/7)

Si le monde pouvait juste s'arrêter, peut-être que la vie pourrait continuer.



Sens des priorités

En ce qui me concerne, j'ai décidé de prendre du recul par rapport à la politique pour commencer à désespérer de l'esthétique.



Tératologie dans la chambre à coucher (1/4)

Les enfants qui ont peur du monstre sous leur lit se mettent à voter pour lui quand ils deviennent grands.



Tératologie dans la chambre à coucher (2/4)

Le monstre sous votre lit a le regret de vous informer que vos rêves peuvent devenir réalité.



Tératologie dans la chambre à coucher (3/4)

Le monstre sous votre lit vous fait dire de vous en trouver un autre *safe space* parce que c'est le sien à lui tout seul.



Tératologie dans la chambre à coucher (4/4)

Si vous empêchez le monstre de sortir de sous votre lit, les centristes diront que le vrai monstre, c'est vous.



Une constante de l'histoire

Ne vous en faites pas, il y aura assez de déceptions pour tout le monde.



La bourgeoise de dévergonde

Dimanche ! Il n'y a pas de meilleur moment pour être bourgeoise.



La démocratie ne fait pas le bonheur

Ne vous en faites pas, personne n'est vraiment heureux après une élection. Ou pendant. Ou avant.



La chute (4/7)

Maintenant n'est pas trop tard. Trop tard, c'était il y a des années.



La chute (5/7)

Malaise dans la civilisation. Plaisir dans la sauvagerie.



La chute (6/7)

Le temps de sauver la civilisation est passé ; celui de penser à ce que l'on fera après sa chute est arrivé. Tâchons d'éviter que les Maîtres nous refassent le même coup qu'ils nous ont fait depuis des millénaires : changer tout afin de ne rien changer et maintenir notre servitude en l'assoyant sur de nouvelles bases.



Fausse conscience

Pour vous convaincre que tout va bien et ainsi diminuer vos symptômes dépressifs, je vous recommande chaudement la fausse conscience. C'est un peu comme les *fake news*, mais en plus classe et sans toute la lecture assommante.



Terreur de nos aïeux

Le Canada : des politiques qui ne mènent nulle part et des pipelines qui mènent partout.



Motivation

Est-ce que l'humour cynique et désespéré est d'une quelconque aide? Non.

Est-ce que je vais continuer quand même? Oui.

Pourquoi ? Meh.



Lundi matin, sept heures (2/5)

Oui, dieu est mort. Oui, la réalité objective n'existe plus. Lundi, par contre, a survécu.



Lundi matin, sept heures (3/5)

Bonne nouvelle: lundi ne vous a pas tué. Mauvaise nouvelle: il sera de retour la semaine prochaine. Plus fort.



Lundi matin, sept heures (4/5)

J'ai dit que c'était la faute au lundi. Lundi a dit que c'était la faute au capitalisme. Le capitalisme a dit que c'était la faute au marché. Le marché a dit que c'était la faute à l'État. L'État dit que c'était ma faute.



La muse ménopausée

Chaque fois que je termine un je suis toujours envahie par le sentiment étrange et doux-amer que c'est maintenant terminé, que je n'aurai dorénavant plus rien à dire, que c'est définitif et qu'il ne me reste plus qu'à tout envoyer valser et partir pour Aden comme Rimbaud. Curieusement, ça fait mon affaire, je me sens soulagée, en paix... jusqu'à ce que ce besoin impétueux d'écrire me revienne quelques heures plus tard, presque comme une malédiction... et le cycle de la torture repart de plus belle.

Je me demande s'il existe un équivalent de la ménopause pour l'écriture et si oui, à quel âge je peux espérer être délivrée de ce supplice.



Avis aux poètes (1/2)

N'écrivez jamais sur les réseaux sociaux si vous êtes saoule, solitaire, déprimée ou en train de marcher. Par contre, si vous marchez saoule, solitaire et déprimée, j'ai cru comprendre que la poésie a besoin de vous.



Retour à la normale

Novembre : le moment où les statuts Facebook deviennent plus courts, plus sombres et plus froids.



Tératologie festive

Vous n'avez pas besoin de vous déguiser à l'Halloween: le vrai monstre est en dedans de vous ; ceux et celles qui vous aiment le reconnaîtront tout de suite.



Patio, ergo sum

Enfin, la réalité est une virtualité comme les autres – avec la douleur en prime.



Thérapie par la liste

Ma «to do list» pour aujourd'hui :

1. Ne pas paniquer.
2. Ne pas paniquer
3. Ne pas paniquer.
- fausse con4. S'il reste du temps: paniquer.



La chute (7/7)

La civilisation est en train de prendre fin et la comédie sinistre à laquelle nous assistons en ce moment en est le spectacle de la mi-temps.



Conseil aux jeunes autrices

Soyez patientes. Quand vous atteindrez la quarantaine, la critique vous fera toujours aussi mal — peut-être même plus, pour être honnête ; vous serez toutefois beaucoup plus habiles pour maintenir l'apparence que vous vous en querissez totalement.



Avis aux poètes (2/2)

Avertissez les poètes que l'automne n'est plus la saison de la mélancolie, mais celle de l'anxiété généralisée.



Toute la politique en deux phrases (1/2)

Je reste convaincue que la plupart des gens sont bons, raisonnables et tolérants. Le seul problème, c'est que la majorité des gens n'est pas comme la plupart des gens.



Ratage et imposture

Je suis une artiste ratée qui arrive même à échouer son syndrome de l'imposteur.



Il est où le bonheur, il est où ?

Vous parlez de bonheur, moi je préfère appeler cela le trouble de déficit de l'anxiété.



Toute la politique en deux phrases (1/2)

Plus on en sait au sujet de la politique, moins on veut en savoir. Moins on en sait au sujet de l'idéologie, plus on veut en croire.



Lundi matin, sept heures (5/5)

Croyez-moi, lundi est le moindre de vos soucis.

Aucune demande, aucun devoir

Posted on by [cracherdanslasoupe](#)

Aucune demande, aucun devoir



Ça ne leur à pas plu, vraiment pas plu. Le gouvernement n'a pas accepté les motivations des opposants *comme il se doit* au Tap, le méga-gazoduc qui devra aussi faire passer le gaz azerbaïdjanais par l'Italie. Le tap peut et doit être fait, peut-être pas parce que ce gaz est réellement essentiel, mais certainement parce que l'Italie ne peut pas se permettre de payer les pénalités prévues en cas de non-respect de certaines obligations contractuelles. N'est-ce pas une motivation fantastique? Oui, le projet est inutile et nuisible, mais comme il est moins coûteux de faire ce qui est mauvais que de faire ce qui est bon, cela vaut la peine de continuer à faire ce qui est mauvais jusqu'au bou! Raisonement politico-comptable-bureaucratique par ailleurs déjà utilisé pour le Tav et qui a déjà ébranlé les politico-bureaucrates-comptables du mouvement, calculatrice à la main et paraphrase en bouche accumulant précisions sur précisions ...

Mais aujourd'hui, dans le Salento, ce n'est pas encore le moment de faire les comptes. Aujourd'hui est le jour de la déception et de la colère. C'est que le courant transalpin zadiste qui avait bercé d'illusions sur la possibilité pour le gouvernement de revenir à ses propres décisions, c'est qu'ils avaient tout mis en œuvre pour suivre scrupuleusement de manière démocratique les règles d'une opposition *comme il se doit* contre de grand travaux (mise en oeuvre d'une faible conflictualité, banalisation des motivations de la lutte afin d'attirer tous les sympathisants possibles, la récupération ou l'isolement des têtes brûlées, composition avec des interlocuteurs haut placés ...), le fait est que les opposants No Tap *comme ils doit* y croient : la lutte le citoyeniste paye parce qu'elle pousse l'Etat à donner (quelle brillante contradiction, hein?). La pression par le bas poussera ceux qui sont au sommet à faire leur travail, ou ... hum ... à se mettre au service de ceux qui sont en bas?

Nous ne vous permettons pas de croire que les opposants No Tap *comme il se doit* sont des nigauds, nonmessieurs. Ils savent qu'il n'y a pas de « gouvernements amis », ils le répètent continuellement, ils ne sont pas naïfs, ils les considèrent en fait comme des professionnels indépendants à qui payer des honoraires réguliers. Les gouvernements sont comme des courtiers, ils ne doivent pas nécessairement être de bons amis, ils doivent simplement investir sur le marché dont ils sont expert, avec le capital des autres. Si l'investissement est réussi, ils nous gagnent tous, certains plus que d'autres. Sinon ... seul le courtier y gagne, il lui reste un toujours un petit quelque chose dans la poche.

Voilà, les opposants No Tap *comme ils se doit* avaient investi leur bottin de votes et en consensus, le confiant à certains partis-courtiers dans le peu d'espoir et la certitude de devenir riches en santé et en dignité demain. Ils avaient parlé à ces courtiers, les avaient invités à des dîners populaires, les avaient regardés droit dans les

yeux, les avaient crus, car ils semblaient avoir confiance en eux et être des experts dans leur domaine. Et en fait?! Au lieu de cela rien! L'investissement s'est avéré être un désastre, la bourse politique vient d'annoncer l'effondrement des actions No Tap et la montée en flèche de celles du Tap! Et maintenant, que reste-t-il à faire aux adversaires No Tap *comme il se doit* ? S'appuyer sur les miracles de Padre Pio? Conserver ces titres sans valeur et espérer un avenir dans le flux et le reflux de la bourse? Les jeter et tout oublier, y compris la santé et la dignité? Attendre un nouveau courtier plus efficace pour ouvrir des parlements comme des boîtes de thon? [NdT. Fait référence à une citation de Grillo du mouvement 5 étoiles : nous le parlement nous l'ouvrons comme on ouvre une boîte de thon]

Pour le moment, ils exultent toute leur déception et leur colère : « Dirigeants, démissionnez! » Ehhh, quelle prétention quand même, ils auraient dû savoir que les investissements en bourse sont toujours à haut risque. De quoi se plaignent-ils? Non, vraiment, toute cette rancœur nous semble injuste. S'ils se sont appuyés sur les spéculations des autres au lieu de leur propre détermination, qui devrait démissionner? En fait, on aurait une idée.

C'est au citoyen *comme il se doit* de se démettre, et même, à se casser. Que la confiance abrutissante dans les institutions et les tribunaux disparaisse. Que disparaisse les recours juridiques insipides et les contre-expertises techniques. Que s'en aillent les infâmes (non)amis des maires, de la police urbaine, des magistrats, des parlementaires. Que le gouvernement, tout type de *gouvernement*, soit reconnu pour ce qu'il est, ce qui a toujours été et sera toujours : un véritable ennemi. Que l'opposition au Tap retrouve ses premiers jours excitants, incontrôlables avant le déclin des parasites de la politique, *comme il se doit*. Que finissent en lambeaux les titres boursiers et que l'on recommence à empêcher la construction des grands travaux du pouvoir – ceux de l'aliénation humaine, de l'exploitation économique, de la dévastation de l'environnement – de la seule façon possible. Par une action directe, individuelle ou collective, de jour comme de nuit, en fonction des aptitudes, des circonstances et des opportunités.

[27/10/18]

<https://finimondo.org/node/2241>

ZAD... Zone à Déminer ?

Agir ou subir...

La première revendiquée parfois comme asociale et anarchiste individualiste revient à se poser dans les espaces libérés en attente du chantier, sans trop chercher à nouer des liens, quitte à confronter ses valeurs avec le mode de vie des habitants locaux (chasseurs, éleveurs ou salariés, propriétaires ou locataires) quitte à dégager sous d'autres cieux si la pression devient intenable. La deuxième vise la durée en recherchant une autonomie relative (habitat auto construit, nourriture à prix libre, etc) avec des collectifs comme Sème ta ZAD, Abracadaboïs, Curcuma - atelier de mécanique agriole... autour de dynamiques politiques communes (liens avec les habitants qui résistent, agriculteurs ou salariés de la métropole en lutte, populations des bourgs environnants,...) en créant une relation de confiance et de respect réciproques...

Une fois la lutte contre l'aéroport remportée, ces deux options ne pouvaient plus coexister, divergeant complètement dans leurs perspectives. La réouverture de la route des chicanes en fut le signal en mars. L'Etat et sa police ont d'ailleurs avalisé ces deux positions ; la plupart des lieux d'habitation qui ont accepté

de dialoguer pour négocier le maintien des occupations n'ont pas été rasés. Ces lieux avaient aussi construit avant des liens élargis, bénéficiaient de solidarités extérieures. En étant simplement plus intégrés et moins en confrontation avec les villageois, leur destruction était simplement moins urgente et moins facile. La destruction des Cent noms le 9 avril (lieu représentatif de certains projets à long terme) l'a un peu illustré avec une mobilisation élargie les jours suivants.

Hors piste, CMDO, CHIPS, POMPS...

Les tensions fortes qui perdurent aujourd'hui sur la ZAD reposent aussi sur le rôle qu'un groupe a joué pendant plusieurs années. Secret ou informel au début dès 2012, il a choisi depuis bientôt un an de s'assumer comme tel et regroupe une quarantaine de personnes d'une dizaine de lieux, mais aussi à Nantes. Il s'est finalement appelé par auto-dérision CMDO (Comité pour le Maintien Des Occupations, du nom d'un groupe créé en mai 68 par les situationnistes) et a notamment publié deux textes (le 10-02 "ZAD will survive" et le 14-05 "Tank on est là") lisibles sur le site de la ZAD. Si d'autres groupes se sont bien constitués en réponse à côté, POMPS (Pas Ouvert Mais Pas Secret), CHIPS, ils sont plus que discrets.

Face à l'inertie, la lenteur et une certaine incapacité collectives, le CMDO a fini par fonctionner comme une avant-garde auto proclamée, énergique, assurant la communication, l'écriture, une bonne partie des initiatives zadistes ; mais des actions brutales sont aussi attribuées à certains de ses membres à tort ou à raison, entraînant inévitablement réactions, rejet, défiance.

Un mode de fonctionnement ni efficace, ni démocratique

Les assemblées générales de la ZAD sont censées fonctionner au consensus, à l'unanimité. Mais ce mode de décision, théoriquement satisfaisant du point de vue du respect des individus, se révèle voué à l'impuissance puisqu'une seule personne parmi plusieurs centaines peut tout bloquer en s'opposant à une décision (exemple du fonctionnement de la FA). Un remarquable texte de Murray Bookshin - Anarchisme mode de vie contre anarchisme lutte de classes, un abîme infranchissable- (disponible en brochure téléchargeable sur le site de l'OCL) illustre l'impasse du fonctionnement de la ZAD, et se prononce pour un fonctionnement majorité-minorité évitant l'impuissance collective. L'élaboration de contre-propositions par les minorités et un cheminement collectif en dépassant les désaccords auraient pu éviter de tomber dans la pratique zadiste qui s'est finalement mise en place : des Ags cadrées par des ordres du jour précis, des propositions très travaillées et difficilement discutables, des conclusions préparées à l'avance et soutenues avec enthousiasme... Bien sûr ça a donné des assemblées très efficaces mais c'était clairement démotivant pour s'impliquer plus, et les Ags ont été progressivement désertées par de plus en plus d'occupant-e-s. Mais peut-être que la réalité de la ZAD, avec ses deux options de départ (voir plus haut) ne pouvait pas avoir une autre issue que celle qui s'est instaurée, compte tenu de l'absence, ou de l'échec, de dynamiques politiques plus globales en France (loi travail, grève des cheminots, mouvement scolarisés,....

En-dehors des AG, des commissions étaient ouvertes officiellement à toutes les bonnes volontés et mandatées pour rédiger les textes ; une personne de l'extérieur qui s'y hasardait avait rapidement l'impression de poser des mauvaises questions à des personnes s'étant déjà vues avant. Mais après tout, les zadistes sont tout le temps ensemble ?! Et puis la manie du secret contre les infiltrations policières, avec le refus de s'appeler autrement que Camille, incitait à ne pas poser de questions sous peine de devenir suspect.... Il faut sûrement voir dans ce côté opaque des relations avec l'extérieur, l'explication du désinvestissement total de la ZAD par le milieu politique nantais libertaire ou d'extrême gauche organisé, sinon pour certaines "grandes" occasions. Pourtant, l'affaire de Tarnac l'a démontré, ces cloisonnements

n'empêchent pas l'infiltration de vrais indics. Elles gênent par contre fortement le débat politique du mouvement, renforçant la structuration de pouvoirs en l'absence de critiques.

Un autre trait, qui a renforcé ce côté secret et manipulateur, rebutant et démotivant pour des non-habitants en particulier, est l'investissement à long terme du non-groupe dit "appeliste", venu de la Maison de la Grève de Rennes pour les plus anciens. Cette avant-garde politique et élitiste, qui se veut invisible tout en construisant des bases d'appui comme à Tarnac ou à la ZAD, et qui publie régulièrement (l'insurrection qui vient, l'appel, à nos amis, etc) a bien sûr intégré le groupe large téléguidant la ZAD. Aussi les désaccords et rejets pré-existants à l'égard des appelistes se sont reportés sur le groupe plus large.

A force d'être incontournable pour tout ce qui comptait dans la direction de la lutte, les initiatives - parfois très bonnes -, la communication, avec toujours les mêmes individus mandatés, les mêmes tics de langage ampoulé, d'écriture emphatique, et les mêmes méthodes, la combine s'est éventée, le groupe "secret" ne l'était plus.

Un champs... de ruines

Il n'y a donc pas que les cabanes qui sont en ruine sur la ZAD. Comment refaire confiance à des personnes qui arrivent en réunion avec une tactique cachée pour imposer des choix, verrouillent des assemblées, transformées en simples chambres d'enregistrement, à moins d'arriver soi-même avec une motion déjà écrite, un projet déjà bien ficelé, un tract ou une affiche déjà tirée...? Plus inquiétante encore est la contradiction que porte ce genre de pratique. Par souci d'efficacité, par recherche de gain de temps - il y a tellement de réunions sur la zad qui concernent tellement de sujets... - il est très rare de pouvoir creuser toutes les implications d'une décision.

Pourtant le collectif permet en théorie de mieux traduire des intérêts communs. Mais alors où est le projet politique d'un fonctionnement horizontal, sans spécialiste prenant en otage le débat, sans être "en guerre" avec son interlocuteur... On comprend mieux les nombreux départs de la ZAD, moins par manque de toit que par perte de...foi ?! Si l'urgence ne permet pas un fonctionnement démocratique satisfaisant, il est important que cela soit décidé le plus collectivement possible pour revenir dès que possible à un processus horizontal.

S'organiser, une nécessité, mais pas n'importe comment...

Si à posteriori, le fait de s'organiser pour éviter le naufrage du fonctionnement collectif en 2012 apparaît légitime et même nécessaire, les implications de la façon de procéder adoptée par le futur CMDO sont une impasse pour un projet politique révolutionnaire anti autoritaire. Le fait d'agir secrètement dans les assemblées générales, comme dans le maintien de l'ordre sur la ZAD pour arriver à ses fins, instaure un pouvoir séparé du collectif, une hiérarchisation interne au mouvement (ceux et celles qui savent, et les autres qui ignorent la vérité) qui mine les indispensables unité et cohésion du mouvement de lutte. Cette façon de procéder secrètement dans un processus collectif s'apparente plus à une avant-garde auto-proclamée qui a décidée comment il fallait agir pour le bien du collectif, quitte à s'imposer à la volonté du collectif si celui-ci s'oppose ou résiste. Historiquement les échecs de telles pratiques révolutionnaires, prônées par les groupes marxistes léninistes notamment, ne peuvent qu'inciter à les rejeter. Si un groupe intervient ouvertement en tant que groupe séparé dans une assemblée, avec proposition d'analyses et de pratiques, l'assemblée peut s'en emparer ou pas mais conserve sa liberté du choix final. Ca nécessite aussi qu'il n'y ait pas de rejet à priori des groupes organisés, ce qui est malheureusement dans certains milieux post-modernes une forte tendance. Mais il n'y a pas d'autre choix pour éviter d'en arriver à la situation actuelle et la crise de confiance sur la ZAD. Car d'autres difficultés se précisent.

Les citoyens se débinent

Le mouvement d'opposition à l'aéroport était d'abord un mouvement paysan. Avec la relance du projet début 2000, les citoyennistes de l'ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport) se sont rajoutés. Enfin à partir de 2009 un mouvement squatt a mis sa touche finale, bordélique et transgressive, quotidienniste et éruptive, au pudding d'opposition formé d'une cinquantaine de groupes. Ce mille-feuille inédit ancré sur un territoire, contradictoire en soi (avec sa population nomade ou agricultrice) et indigeste pour les méthodes classiques de contrôle, a fait reculer l'Etat et les porteurs de projet. A méditer face aux échecs actuels des luttes sociales.

Les contradictions internes se soldent ainsi depuis février 2018 avec les départs et les rejets violents, les ruptures et anathèmes. La composante paysanne, ses problématiques et ses enjeux, revient au premier plan avec la question des terres, accumulées par les institutions. L'ACIPA s'est auto-dissoute au début de l'été, estimant son but citoyen atteint. Cette décision révèle surtout au grand jour deux positions internes qui se lisent dans les votes, 12 contre 10, du bureau de l'association. Les pro-dissolution comptent jeter la clé, les fichiers d'adhérent-e-s et le reste, après avoir fermé la porte derrière eux-elles. Pour le dernier porte-parole, le mot d'ordre Contre l'aéroport et son monde n'est plus d'actualité. Au moment où les zadistes tentent de structurer leur maintien sur zone, avec des projets agricoles, culturels ou artisanaux, face aux agriculteurs de la FNSEA et aux forestiers du département qui veulent accaparer toutes ces terres « disponibles », la dissolution de l'ACIPA - au nom du mot d'ordre minimal Pas de ça chez moi exaucé par l'état – est un beau lâchage des habitant-e-s de la ZAD qui tentaient de maintenir des relations de respect mutuel avec les populations environnantes.

C. B.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Mise au point sur les classes sociales

Mise au point sur les classes sociales

L'analyse historique dite marxiste, consistant à montrer l'émergence d'une classe bourgeoise - possédant les moyens de production - et d'une classe ouvrière - dépossédée de ses moyens d'existence et ne disposant que sa force de travail à vendre pour survivre - a été importante pour comprendre l'évolution du monde à partir de la première révolution industrielle. Elle a permis de mettre en lumière des rapports sociaux dits capitalistes, dans lesquels les ouvrier-e-s dépossédé-e-s (ou prolétaires) sont non seulement exploité-e-s - dans le sens que la « plus-value » créée par leur travail (conjugué au capital, c'est-à-dire principalement aux machines, et aux « ressources naturelles » comme l'énergie) est accaparée par les propriétaires des moyens de production (les capitalistes) - mais aussi aliéné-e-s, dans le sens que les moyens et les finalités de leur existence leur échappent.

Mais les choses ne sont pas aussi simples. Un paradoxe peut être relevé : ces deux classes sont à la fois antagoniques - elles ne cessent de s'affronter dans une « lutte des classes » pour gagner les richesses issues de la production, voire pour la maîtrise de la production elle-même - à la fois elles partagent un intérêt commun à travers la dépendance à l'économie industrielle, pour que le monde s'industrialise et que cette économie croisse. D'où une vision « prolétarienne » du progrès, qui explique que la majorité des marxistes et des syndicats des secteurs industriels ont été favorables au « développement des forces productives » et au « déchaînement des forces de la nature » mis en œuvre par les scientifiques et les ingénieurs, et que les

régimes socialistes ont œuvré à l'industrialisation des campagnes et à l'expropriation des paysan-ne-s considéré-e-s comme des propriétaires privés et des réfractaires au progrès social.

D'autre part, même après la chute de l'économie féodale, les rapports capitalistes ne sont ni la seule forme d'exploitation fondamentale, ni la seule déterminante sur l'évolution historique : les rapports de genre sont tout aussi centraux à travers l'assimilation du travail reproductif gratuit (cf S. Federici, Caliban et la sorcière). De plus, le capitalisme n'a jamais pu fonctionner sans qu'une large partie de l'humanité soit déshumanisée par le racisme et dénuée de salaire et de contrat de travail dans le cadre de divers rapports esclavagistes et coloniaux. Si on ajoute le « travail » ou les « ressources » extorqués sans renouvellement à ce qui est considéré comme la « nature », on voit que le capitalisme fonctionne sur la base d'une combinaison de travail salarié, de travail gratuit et de pillage.

Et le fait d'être dominé-e dans un certain rapport social n'empêche pas un-e individu-e (ou un groupe) d'être dominant-e dans un autre. Les dominations sont souvent liées les unes aux autres et se renforcent. Or la vision marxiste a eu tendance à devenir une vision exclusive, ne considérant que la domination de classe et l'exploitation capitaliste, négligeant les autres rapports de domination et d'exploitation, notamment à l'intérieur d'une classe sociale qui évidemment n'est jamais homogène dans la réalité. Cette tendance est même allée jusqu'à considérer qu'il n'y avait que deux classes sociales incluant toute l'humanité, au profit d'une construction identitaire prolétarienne réductrice.

Où mettre dès lors les paysan-ne-s ou les communautés indigènes en tant que parties prenantes dans les changements historiques ? Celles-ci peuvent avoir participé à l'émergence des rapports capitalistes, comme les paysans aisés d'Europe qui ont bénéficié des enclosures, ou agir comme force de résistance et de subversion comme les zapatistes au Chiapas d'aujourd'hui. Les enclosures sont le mouvement de privatisation des terres communes qui exproprie les paysans pauvres depuis trois siècles. Sur les terres communes, un individu ne peut pas valoriser personnellement un investissement, par exemple améliorer ses terres avec des engrais verts lorsque les paysans pauvres y font pâturer leur bétail. Pour nourrir davantage de gens, il faut soit une organisation communautaire solidaire, soit la privatisation des terres. Si l'Europe a opté pour la seconde option pour nourrir la révolution industrielle (en prolétaires et en nourriture), ce n'est pas seulement à cause de la montée en puissance des marchands, c'est aussi en s'appuyant sur les inégalités au sein des sociétés paysannes.

Aussi, la situation s'est complexifiée par rapport au XIX^{ème} siècle, avec l'émergence de larges secteurs des populations des pays industrialisés qui sont à la fois exploitateur-euse-s et exploité-e-s : salarié-e-s qui possèdent leur maison et exploitent une femme de ménage, fonctionnaires dont la caisse de pension investit sur les marchés financiers, petits patrons sous-traitants pour des gros acteurs du marché, agriculteur-trice-s endetté-e-s exploitant du personnel tout en étant exploité-e-s par les banques et la grande distribution... Ce qui a pu être considéré comme « classe moyenne » avec ses petits capitaux tend à servir de relais à l'exploitation, souvent au détriment des immigré-e-s les plus récent-e-s.

Ça n'empêche que cette société, avec sa stratification complexe, reste une société de classes dont la plupart des marchandises sont produites dans des usines qui appartiennent à des capitalistes qui n'y travaillent pas, et où travaillent des prolétaires qui ne possèdent rien. Le credo anarchiste « pour une société sans classes et sans État » n'a pas perdu son objet.

Ça n'empêche pas non plus que la moitié des humains travaillent toujours dans les champs, manuellement pour la plupart, à l'écart du capitalisme mais succombant à ses assauts par millions chaque année. Le processus d'accaparement de terres, d'enclosures et de prolétarianisation est toujours en cours.

Les classes sociales restent pour certain-e-s d'entre nous un outil d'analyse et de lutte. Quand une lutte est menée par des dominé-e-s, armé-e-s ou pas d'une « conscience de classe », contre l'oppression qu'elles subissent, ça fait sens d'un point de vue anarchiste, sans qu'on doive idéaliser tout ce qui s'y joue ni perdre de vue la perspective globale de l'abolition de toute domination. Cette perspective doit être portée, envers et contre tous les écueils de l'achat de la paix sociale, de la collaboration de classe, de la division, de la médiation et de la récupération.

[Rhizome n°5](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[« La taule c'est la pression, nourrit l'instinct de révolution » - Quelques perspectives anti-carcérales après la rupture de la convention Genepi-DAP](#)



Quelques perspectives anti-carcérales après la rupture de la convention Genepi-DAP.



La taule c'est la pression, nourrit l'instinct de révolution
Donc nique sa mère la réinsertion
Lunatic - "La lettre"

Le Genepi se débarrasse de l'administration pénitentiaire

Dans un [article du Monde](#) paru ce lundi 29 octobre, nous avons appris que le Genepi, une des rares associations intervenant en prison en France auprès de détenu.e.s, vient de se faire retirer sa convention de partenariat avec la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), ainsi que l'enveloppe de 50 000€ / an qui accompagnait la convention. Cette convention permettait aux étudiant.e.s militant au Genepi d'intervenir en prison et d'y assurer des ateliers socio-culturels et de l'accompagnement scolaire et universitaire.

La décision prise par la DAP, en accord avec Nicole Belloubet, a été celle de punir le Genepi en représailles de sa communication et des actions, tel qu'une action "L'État enferme, la prison assassine", ou des communiqués de soutien aux révoltes de prisonniers comme à Seysses après la mort de Jawad, ainsi qu'à la Maison d'arrêt de Poitiers-Vivonne, et l'organisation d'événements politiquement marqués telles que les conférences sur "Féminisme et anti-carcéralisme" et "Antiracisme et anti-carcéralisme". Que le Genepi passe pour une association "extrémiste", voilà déjà un signe du fascisme qui vient... Car en effet, si le Genepi s'est fait punir, c'est précisément, comme l'analyse *L'Envolée*, car il a décidé de ne plus jouer son rôle d'humaniste charitable qui lui avait été assigné au moment de sa création par Lionel Stoleru, sous le gouvernement de Giscard-d'Estaing. *L'Envolée*, dans un article paru dans leur numéro 49 de juin 2018, intitulé "Il y a des circonstances où le silence est de plomb !", dénonçant notamment le silence de l'OIP, écrivait : "On a vu des membres du Genepi prendre une position claire, allant jusqu'à déclarer publiquement que "la prison tue, la prison assassine"... pourtant eux aussi reçoivent des subventions de l'État mais ils ont préféré dénoncer l'inacceptable, plutôt que de lécher la main qui les nourrit."

L'administration pénitentiaire se radicalise

Car même si "l'inacceptable" est un concept indissociable de la prison et de l'enfermement, il faut concevoir que les conditions carcérales en France sont de pire en pire. Il existe une radicalisation en prison depuis plusieurs années, et c'est bien celle de l'Administration pénitentiaire (AP). Alors que la France vient de battre son propre record historique en terme du nombre de détenu.e.s en dépassant la barre des 70 000 personnes, et que la surpopulation carcérale se fait endémique (tout en augmentant), l'AP et le ministère de la Justice s'embarquent dans la même dérive sécuritaire que l'ensemble des forces répressives de l'État. Suite au mouvement de matons de janvier 2018, ceux-ci ont été entendus sur toute une panoplie de revendications sécuritaires, et notamment sur la création de 2 000 cellules en "quartiers étanches" pour isoler les détenu.e.s radicalisé.e.s. Ces quartiers étanches nous rappellent notamment les Quartiers de haute sécurité (QHS) qui avaient été fermés en 1982 pour leur caractère particulièrement déshumanisant. Cette dérive sécuritaire actuelle se traduit dans les faits par des conditions d'incarcération toujours plus violentes, et où la politique de l'État n'est même plus celle de faire croire à des prisons dorées ou humanistes, avec cette comparaison hasardeuse et médiatiquement relayée qu'est la "prison Club Med". Aujourd'hui, la stratégie de l'État est celle de toujours plus dégrader et de tuer ses indésirables. Face à cette radicalisation, le Genepi a fait le choix de durcir le ton. De son côté, la DAP a choisi la répression.

Si la fin de la convention Genepi-DAP signifie une chose, c'est qu'on est bien dans une ère réactionnaire, où la radicalisation de l'AP jumelée au développement du tout-sécuritaire nous mène vers une politique carcérale intensive. Effectivement, le Plan Prison annoncé par le gouvernement Macron, qui passera devant l'Assemblée nationale dans les prochains mois, prévoit 15 000 places en plus sur les deux prochains quinquennats, soit un agrandissement de 25% du parc carcéral. Il prévoit aussi un certain nombre de réformes pénales, dont le passage de 2 ans à 1 an pour la limite en dessous de laquelle une peine de prison ferme peut être aménagée par un JAP (Juge d'Application des Peines). Enfin, il prévoit l'extension des peines dites « alternatives » complémentaires à la construction de nouvelles places de prison, ce qui veut dire que le code pénal punira toujours plus, et pour des délits de plus en plus « banals ». On voit ainsi se monter une « Agence nationale du TIG (travail d'intérêt général) », pilotée par des start-uppeurs macronistes qui visent le travail gratuit et pénalement encouragé. L'augmentation des recours aux TIG, aux bracelets électroniques et aux contrôles judiciaires, au-delà d'émaner d'une logique budgétaire de la répression (car ces recours coûtent moins cher que l'enfermement), participeront à aggraver la répression des populations cibles du système judiciaire, c'est-à-dire les personnes précaires et racisées.

Replacer la lutte anti-carcérale au centre de nos luttes

La fin de cette convention ne signifie pas la fin du Genepi, mais compromet grandement la possibilité pour ses militant.e.s d'intervenir en prison. Alors qu'on peut questionner (et justement) la pertinence politique pour une association qui se dit critique de la prison d'intervenir en détention et en partenariat avec l'AP, on ne peut nier que c'est en entrant en prison que de nombreux militant.e.s du Genepi ont adopté un discours de plus en plus critique envers l'AP, envers le système carcéral dans son ensemble et envers le discours incohérent de la réinsertion. Si le Genepi a durci son discours, c'est qu'il a, au contact des taules, constaté la violence du système carcéral et a décidé progressivement de ne plus se taire. Et dans un contexte où les prisons et l'enfermement restent encore aux périphéries de nos luttes, le Genepi est une des rares associations qui permettent à des personnes peu formées sur les questions carcérales de développer un discours critique.

En cette ère réactionnaire, l'enjeu de cette rupture de partenariat va au-delà du maintien ou non de cette convention DAP-Genepi, et même du maintien ou non du Genepi en tant que structure. Nous sommes persuadé.e.s que nous n'avons pas besoin d'une quelconque convention avec l'AP ou de son argent pour dénoncer ce qu'il se passe en prison. Nous sommes persuadé.e.s qu'il est possible de continuer à lutter contre les prisons même sans pouvoir y entrer. Nous sommes persuadé.e.s qu'il est nécessaire de continuer à former des militant.e.s et de sensibiliser largement sur les questions carcérales.

Il est déplorable que les seuls moments où la presse et les partis dits "de gauche" se mobilisent autour des questions carcérales soit à travers le soutien d'une association étudiante. Cela en dit beaucoup de l'abandon de la question carcérale dans les luttes sociales. Ce texte est donc un appel à tou.te.s les militant.e.s de la gauche radicale, aux syndicats de travailleurs et travailleuses ; aux étudiant.e.s en lutte ; à tous les secteurs en lutte : comme le dit Hafd Benotman, taulard et abolitionniste, "la taule est un terrain de lutte sociale" comme les autres. Concrètement, lutter contre la taule, c'est ne pas attendre qu'un.e syndicaliste, un.e autonome ou un.e anarchiste soit poursuivi pour dénoncer l'enfermement ; c'est apporter notre soutien inconditionnel à toutes les personnes détenues en relayant et amplifiant les combats menés à l'intérieur, en exprimant notre solidarité par des lettres, colis, de la thune pour celles et ceux qui le peuvent ; c'est cibler les entreprises qui collaborent avec la DAP et construisent des prisons ; c'est assurer une présence auprès des exilé.e.s lors des rafles et des déportations ; c'est exprimer haut et fort que l'enfermement ne sera jamais une solution pour lutter contre le patriarcat ; et que nous ne serons jamais libres tant que les prisons existeront. Lutter contre la taule, c'est aussi une manière de la démystifier, et ainsi ne plus en avoir une peur panique. La concevoir comme un lieu certes spécifique, mais traversé lui aussi de différents rapports sociaux de force : donc comme un autre terrain des luttes sociales.

Contre les CRA, contre les taules, contre tous les enfermements et en solidarité avec les prisonnier.e.s ; nous nous devons de prendre acte de cette radicalisation de la DAP. De prendre acte des mort.e.s derrière les barreaux. Des humiliations quotidiennes, de la violence des matons et même des "gentils" matons. De prendre acte de la guerre sociale que la prison alimente. Les prisonnier.e.s, tou.te.s les prisonnier.e.s, y luttent tous les jours dans des degrés différents. Iels sont réprimé.e.s et enfermé.e.s car prolétaires ; car racisé.e.s ; car trans ; car iels ont refusé de rester à la place que le racisme d'État et le capitalisme leur avaient réservée dans le système de production. Du dehors, nous nous devons d'afficher notre solidarité avec ces prisonnier.e.s ; avec tous ces prisonniers politiques, sans distinction "politique" ou "de droit commun". En

temps de guerre sociale, tou.te.s les prisonnier.e.s sont des prisonniers de guerre ; tou.te.s les prisonnier.e.s sont politiques.

Liberté pour tou.te.s ! Crève la taule ! Car si les prisons brûlent, nous y verrons plus clair. Et que les Centres de Rétention deviennent des cendres de rétention.

Des militant.e.s anti-carcéraux

Nadir n'entend plus

Salut,

Ce texte afin de vous faire partager mon inquiétude envers ce qui ressemble à une drôle de "radicalisation" des personnes du site zadnadir.

Je trouve très inquiétant le repli sur soi que l'on observe actuellement, avec un rejet systématique d'autres points de vue que celui de ces personnes, repli rendu visible par la censure assumée qui s'opère actuellement sur le site, avec, cerise sur le gâteau, cette récente dissociation publique d'avec indymédia (zadnadir a décidé de couper le flux rss d'indy...). Cela ressemble bien à une lente, mais déterminée, glissade vers un inconnu qui peut faire penser à des moments de l'Histoire assez gerbant, où la prise du pouvoir justifiait toutes les saloperies.

La peur de perdre la possibilité de rester vivre sur zone a entraîné des façons d'agir très discutables (donc à discuter, même après coups). Puis la peur de devoir y faire face entraîne aujourd'hui ce repli sur soi, qui lui est loin d'être anodin et n'a pas fini de faire des dégâts... Jusqu'où est ce que ça va continuer ???

Si les personnes de Radio Klaxon ressentent les mêmes inquiétudes que moi, je comprends tout à fait leur volonté de ne pas laisser cette arme médiatique qu'est leur équipement entre des mains pas forcément bienveillantes au final (je les remercie d'ailleurs pour ça et pour leur courage, ça ne doit pas être facile pour elles).


Méfions nous de toutes les censures, elles ne sont jamais anodines et très rarement justifiables (ça cache toujours quelque chose d'inavouable et ça emmène toujours vers le totalitarisme) ! Et donc, préservons les outils médiatiques de Klaxon de tout risque de finir entre des mains malveillantes (même recouvertes de gants de soie ou de velours imprimé de jolies petites fleurs, dont les mouvements hypnotisant et les caresses tenteraient de nous faire croire au monde des Bisounours...).

Tentons de redresser la barre si ce n'est pas déjà trop tard... Une saloperie en entraîne une autre et au final, il ne restera plus que ça: un gros tas de caca! C'est trop con non?

Aller les gen.te.s réveillez vous !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Mouvement du 17 novembre - Que faire?

   publié le mercredi 7 novembre 2018 à 12:58 | Nantes Révoltée |

Quelles revendications ?

La revendication première paraît très limitée : la lutte contre l'augmentation du prix du carburant, qui atteint effectivement des sommets ces dernières semaines, à cause de l'augmentation des taxes. Au delà de l'hypocrisie d'un gouvernement qui prétend taxer l'essence pour raisons «écologiques » tout en faisant des cadeaux faramineux aux plus riches et aux multinationales qui détruisent la planète, cette revendication pose une question bien réelle. Celle des formes de vies contemporaines. Celle des existences gâchées à passer des heures chaque jour au volant pour aller subir des jobs précaires et inutiles, toujours plus éloignés de nos lieux de vie. Les métropoles s'étendent, le béton dévore le paysage, et de plus en plus de personnes sont contraintes de se loger toujours plus loin, dans des zones péri-urbaines sans âmes, pour des raisons économiques. Les mêmes doivent rouler toujours plus longtemps pour aller rejoindre leurs lieux de travail. Cette France périphérique, éloignée des centres-villes, est celle des perdants de la mondialisation, des perdants de la métropole, des exclus de la gentrification. Celle qui ne peut pas aller au travail en vélo, en transports en commun, voire en taxi. Balayer cette réalité en traitant simplement les organisateurs du 17 novembre de « fachos » est un non-sens et une erreur politique.

Oui, l'appel au 17 novembre est insatisfaisant, mais il part du réel. Il part des conditions objectives d'existence déplorables subies par des millions de personnes. De la même manière, le mouvement contre la loi travail en 2016 était parti du réel, avec des recueils de témoignages en ligne contre la précarité, les humiliations des petits-chefs, les salaires de misère ...

Une initiative d'extrême droite ?

En regardant les groupes facebook d'appel au 17 novembre, on ne peut que constater une grande confusion. Des appels à chanter la Marseillaise côtoient des appels à « refaire Mai 68 ». On y débat pour savoir s'il faut avoir le soutien des policiers, ou au contraire les attaquer. D'autres veulent « élargir les revendications » plutôt que se concentrer sur le prix de l'essence. Ces groupes ne sont pas d'extrême droite, mais il est incontestable que des militants d'extrême droite tentent de faire de l'entrisme sur ces réseaux. On y trouve aussi des syndicalistes, des militants de gauche, voire d'extrême-gauche. Mais pour l'immense majorité, il s'agit d'une France périphérique sans références précises, qui se revendique « apolitique ». A l'image de la situation du pays : instable et atomisé, mais en colère.

Sur le fond, les protestations contre les taxes rappellent effectivement des mouvements réactionnaires, comme celui de Pierre Poujade dans les années 1950, ou plus récemment le mouvement confus des Bonnets Rouges en Bretagne. D'autant plus qu'on trouve aussi bien des travailleurs précaires que des patrons d'entreprise dans ces différents appels : autant de mondes qui n'ont aucun intérêt commun, et qui se retrouvent ligués ensemble contre le prix de l'essence.

Mais si l'on remonte plus loin, les révoltes anti fiscales font aussi écho aux Jacqueries paysannes de l'Ancien Régime, qui ont mené à des situations insurrectionnelles contre les injustices. On a aussi vu ces dernières années en Espagne des refus collectifs de payer les loyers ou les taxes. Dans un climat où le président s'affiche comme un monarque aux goûts luxueux, et crache ouvertement sur la plèbe, ce refus de payer plus de taxes se comprend largement.

En bref, il est difficile de classer ces revendications sur l'échiquier politique traditionnel, même si, redisons le, elles ne sont pas suffisantes pour en faire un véritable mouvement social. Il s'agit pour l'instant d'un agrégat de colères.

« On bloque tout ». Un moyen d'action efficace ?

C'est là le plus important, et aussi le plus douloureux. Nous avons tous constaté l'inefficacité des seules manifestations. Nous savons tous qu'une victoire sociale passe par le blocage de l'économie. Alors que les mouvements sociaux appellent depuis des années à « tout bloquer » sans jamais y parvenir, ni à organiser sérieusement les blocages, le mouvement du 17 novembre lui, a l'air de vouloir se donner les moyens de paralyser les flux.

Les directions syndicales ont fait preuve de leur totale inefficacité alors que les attaques de Macron sont d'une violence sans précédent : tout au plus quelques manifestations minables, isolées, sans volonté d'engager le rapport de force. Les «cortèges de tête» non plus, ne sont pas parvenu à aller au delà des actions spectaculaires et des slogans radicaux. Pendant tout le printemps 2016, nous avons crié «on bloque tout» sans effet. Au printemps 2018, nous n'avons pas été capables de dépasser le calendrier syndical qui nous a mené à l'échec, malgré une multitude de luttes.

En s'organisant sur facebook, le mouvement du 17 novembre a imposé sa propre date, son propre calendrier, avec l'objectif affiché de tout bloquer. Ce mouvement que beaucoup insultent, ou traitent avec mépris, serait-il en passe de réussir ce que les révolutionnaires n'ont pas réussi à mettre en œuvre ? Nous aurons la réponse dans une dizaine de jour.

Que faire ?

Si notre seule réaction face aux dizaines de milliers de personnes qui s'organisent pour bloquer effectivement l'économie, se cantonne à les traiter de fascistes, alors nous avons déjà perdu. Rejoindre sans regard critique cet agrégat de colères n'est pas non plus la solution. Si ces colères confuses n'émergent ni dans les manif classiques, ni dans les cortèges de tête, posons nous les bonnes questions. Les centrales syndicales font échouer toutes les luttes depuis 10 ans, les mouvements radicaux se font isoler par la répression, la propagande, et les logiques d'entre-soi puristes. Comment dépasser ces contradictions ? En organisant des blocages parallèles ? En ciblant des multinationales comme Total ? En allant soutenir ces blocage tout en affichant des revendications anticapitalistes ? La question reste ouverte.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Répression

Paris : la lutte contre la machine à expulser en appel

De 2006 à 2011, une lutte contre la machine à expulser a touché des centaines d'objectifs de manière variée, avec le feu comme avec le marteau ou l'acide, sans compter les balades sauvages et les discussions publiques, ou les idées (affiches, banderoles, tags, tracts) directement adressées à la rue au-delà de tout rapport virtuel. Une lutte sans sujet ni centre politique, qui proposait à chacun l'auto-organisation sans médiation et l'action directe diffuse à partir d'un angle particulier, la machine à expulser, une lutte au nom de la « *liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers* ».

Après des mois d'enquêtes menées par les petits soldats de la section anti-terroriste (SAT) de la brigade criminelle du 36 quai des Orfèvres et deux vagues de perquisitions en février et juin 2010 dans une quinzaine de domiciles, deux vastes instructions judiciaires furent ouvertes. Elles ont fini sept années plus

tard par des jugements qui se raccrochent aux branches, faute d'avoir pu mettre la main sur les anonymes qui avaient mené toutes ces attaques. La première a ainsi conduit à la condamnation en juin 2017 de trois personnes à 4 mois de prison avec sursis, pour des tags suite à une promenade nocturne (« *dégradations en réunion* »). La seconde a de son côté conduit à la condamnation le 22 juin 2018 de sept camarades et compagnon.ne.s pour *un total* de 9 mois de prison ferme et 5 mois avec sursis ou en jours-amende, sans compter quelques milliers d'euros distribués de ci de là (soit, en passant, des peines supérieures à celles demandées par le procureur). En cause ? Des visites inamicales rendues à l'agence Air France de Bastille et à la boutique SNCF de Belleville, qui durent rester porte close pendant plusieurs jours, ainsi qu'une pauvre vitrine d'un magasin Bouygues redécorée dans un même élan (saccages constituant des « *dégradations ou détériorations du bien d'autrui commises en réunion* »). Ces deux actions s'étaient déroulées le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation à des années de taule de dix sans-papiers accusés de l'incendie du centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes.

A travers le verdict du 22 juin 2018, rendu ironiquement 10 ans jour pour jour après cette même révolte destructrice du CRA de Vincennes, c'est l'ensemble de la lutte contre la machine à trier, enfermer et expulser les indésirables, ponctuée ces années-là de vagues de sabotages, que le pouvoir a souhaité viser en guise d'avertissement contre toutes celles et ceux qui *continuent aujourd'hui* de lutter contre elle, de Calais à Paris ou de Ouistreham à Briançon. Notamment parce que l'attaque de ces mille et uns rouages reste une possibilité toujours actuelle, contre Air France, Bouygues et la SNCF, *et contre beaucoup d'autres encore*. Mais si l'État n'a pas oublié de boucler sa petite vengeance, y compris de longues années après, c'est aussi pour une petite raison supplémentaire : frapper une manière de lutter et de s'auto-organiser de façon autonome au sein de la guerre sociale. Une manière sans partis, syndicats ou journaflics où on se met en jeu à la première personne pour agir directement contre tout ce qui nous opprime, des frontières à l'enfermement, du contrôle social aux guerres technologiques, de l'exploitation à la domination, une manière sans médiation pour en finir avec le vieux monde de l'autorité.

Pour ne donner que quelques exemples, alors que les fins limiers de l'anti-terrorisme ne sont jamais parvenus à identifier les joyeux saccageurs d'Air France et de la SNCF, le tribunal a fourgué 4 mois ferme à un camarade qui passait dans la rue pour avoir interrompu une balance qui filmait avec son téléphone portable, au prétexte que « *le fait d'interdire le tournage de la scène de vandalisme commise par d'autres relève de la co-action* ». Ou comment un tribunal rappelle à tous que le fait de filmer des actes illégaux relève du civisme élémentaire et participe à la délation - des actes à encourager -, tandis que l'empêcher relève d'un salutaire réflexe de solidarité - un acte à punir. Pour d'autres accusé.e.s, le fait « *d'avoir des centres d'intérêts en rapport avec les mobiles des infractions commises* », soit plus prosaïquement d'avoir à la maison des livres, des brochures et des affiches subversives, suffit à justifier pour les charognes en toge l'existence « *d'indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'il/elle ait commis des dégradations en réunion, outre l'existence de raisons plausibles de soupçonner qu'il/elle avait commis une infraction* ». Misère de la démocratie totalitaire qui justifie a posteriori à travers du papier saisi en perquisition des peines qui vont jusqu'à 2 mois de prison ferme en jours-amende pour les seuls refus d'ADN et de signalétique, en l'absence de toute autre accusation concernant un fait spécifique.

Les grosses ficelles ont donc été comme souvent de sortie ce 22 juin, ce qui n'est pas une surprise contre des accusé.e.s dont le profil ou le casier correspondent à leur non-collaboration depuis le début de cette affaire : celui d'individus rétifs à la loi. Rien de nouveau sous les fourches caudines de la justice, dont l'objectif est d'effrayer et de punir quiconque s'oppose ou fait obstacle à la marche radieuse de l'ordre social et de la paix des marchés. Qui plus est quand on refuse obstinément de se confesser aux flics, de s'auto-ficher dans leurs

poulaillers ou de renier ses idées anti-autoritaires devant les tribunaux. Qui plus est quand on ne se reconnaît pas dans les catégories d'innocent et de coupable, mais qu'on défend l'idée d'une liberté en acte contre le pouvoir.

Les sept camarades et compagnon.ne.s ont fait appel du jugement du 22 juin 2018 prononcé par la 16e chambre du tribunal correctionnel composée, *qu'on se le dise !*, de Bruno Deblois (premier vice-président), Ankeara Kaly et Kévin Genest (juges assesseurs), assistés du procureur Damien Brunet. La Cour d'appel a posé une première audience relais le 2 novembre 2018, en vue de fixer la date de cette prochaine échéance judiciaire.

Sans attendre de connaître cette dernière, chacun peut d'ores et déjà exprimer sa solidarité de la manière qu'il trouvera la plus adéquate ! De la Méditerranée devenue un gigantesque cimetière marin à la mise en camps des migrants qui forcent les frontières terrestres, de la construction de dizaines de nouvelles prisons aux technologies de contrôle de la ville-carcérale et à l'extension des frontières intérieures, ...saboter la machine à expulser et à enfermer est bien le moins que l'on puisse faire.

Liberté pour toutes et tous, avec ou sans papiers !

Des ennemis de toutes les frontières

Les quatre textes précédents concernant ce procès :

- * [Paris : Un 2e procès de la lutte contre la machine à expulser](#) (10 juin 2017)
- * [Paris : la lutte contre la machine à expulser en procès](#) (15 janvier 2018)
- * [Paris : report du procès de la lutte contre la machine à expulser](#) (31 janvier 2018)
- * [Paris : le retour du procès de la lutte contre la machine à expulser](#) (17 juin 2018)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

La Spezia – Provocations des gardes contre Paska

La Spezia – Provocations des gardes contre Paska

Le procès concernant la dénommée « opération Panico » à Florence, pour laquelle trois de nos compagnons sont détenus (et beaucoup d'autres poursuivi.es) continue et est arrivé à sa troisième audience. Les jours qui ont immédiatement précédé la première audience, Paska, détenu à la prison de Teramo, est transféré à la prison de La Spezia : pendant le transfert, les gardes « égarent » ses effets personnels et lui refusent toute information sur sa destination et la durée du séjour dans la nouvelle prison. La prison de La Spezia est une prison punitive à tous égards connue pour sa dureté particulière (bien qu'il n'existe pas un type de prison « non punitive »), où le règlement intérieur est plus restrictif que les autres, et où nous connaissons encore la fameuse et tristement célèbre *squadretta*: une poignée matons choisis ad hoc pour frapper les prisonniers. Les représailles contre Paska commencent dès le premier transfert dans la salle d'audience quand son escorte de geôliers le jette dans le véhicule blindé le blessant aux mains et au sternum tandis que les courriers lui arrivent peu à peu et en retard. Paska a demandé au DAP [Département de l'Administration Pénitentiaire, ndt], à être changé de prison, sa

demande a été rejeté.
Le DAP compétent pour la Ligurie, le Piémont et la Vallée d'Aoste est celui qui à un siège basé à Turin. Entendons-nous bien : il n'y avait pas besoin de ces vexations ultérieures contre notre compagnon (contre tout autre compagnon.ne détenu.e) pour nous activer en solidarité, mais puisqu'il en a fait la demande très explicite il nous semble urgent et important pour nous de soutenir ces demandes, chacun.e comment et où le suggèrent le mieux nos propres tensions. De son côté, Paska poursuit son attitude conflictuelle contre le système carcéral, tous les jours, en s'y confrontant directement.
NOUS VOULONS SOUTENIR LES REVENDICATIONS DE PASKA ET APPELER A LA SOLIDARITÉ ACTIVE DANS SES FORMES MULTIPLES. Nous voulons également soutenir et être complices de Giova et Ghespe, eux enfermés depuis quelques temps dans la prison de Sollicciano.

Les trois compagnons seront présents dans la salle d'audience du tribunal de Florence le 8 Novembre : une opportunité pour qui veut les accueillir, leur donner de la force par sa présence, ainsi que pour nous confronter.

En parlant de prison, nous ne pouvons pas oublier qu' il y a quelques jours (le 2/11) dans les prisons chiliennes le camarade Kevin Garrido a été assassiné. Chaque mort en prison est un meurtre d'état, mort à l'état et feu à ses prisons.

Pour l'anarchie.

Vengeance!

Des anarchistes

Madrid, Espagne : Sur l'arrestation des deux compagnons anarchistes le 29 octobre dernier

Lundi 29 octobre dernier, la Brigade d'Information s'est rendu chez deux compagnons anarchistes de Madrid pour les arrêter. Ils sont accusés du délit de « *dommages par incendie d'un distributeur automatique de billets de l'enseigne Bankia* » dans le quartier de « Vallekas » durant la semaine d'action pour la [compagnonne Lisa](#), alors incarcérée depuis un an par l'Etat allemand, condamnée à 7 ans de prison pour avoir braqué une banque.

Ce n'est ni la première, ni la dernière fois tout signe d'action directe anarchiste. L'Etat perfectionne sa machine répressive depuis un certain temps, comme en témoignent la prolifération des caméras de surveillance (comme dans le cas présent), les prélèvements ADN et la coordination avec d'autres services de police à l'échelle européenne (comme dans le cas de Lisa ou des représailles du G20 à Hambourg, qui a connu son [dernier épisode dans l'Etat espagnol le 19 octobre dernier](#) avec des perquisitions chez deux compagnons anarchistes à Palencia et à Madrid). Ces arrestations, de par la manière dont elles se sont déroulées, impliquent un réel changement en matière de stratégie répressive, loin de la médiatisation spectaculaire des dernières opérations de police contre les milieux anarchistes (Pandora, Piñata, Pandora II, Ice). Le but recherché reste cependant le même: chercher à intimider et à créer la peur, aboutissant à la paralysie de la lutte.

Face à cette stratégie, en tant qu'anarchistes, nous devons rester fort.e.s et poursuivre la lutte sans mettre de côté ces outils qui font de l'anarchisme un mouvement dangereux pour l'Etat, ainsi que pour toutes les formes et outils de la domination. Si l'Etat réprime pour s'être fait attaquer, il doit alors être frappé plus fort, l'objectif étant de continuer la lutte et de faire en sorte que la solidarité s'étende partout sur le territoire. Si hier une banque a brûlé, demain il en brûlera cent.

Peu importe « l'innocence » ou la « culpabilité » des compagnons, car ce sont des catégories du système judiciaire que nous ne reconnaissons pas en tant qu'anarchistes.

Solidarité avec Lisa, les personnes persécutées du G20 et de « Scripta Manent », ainsi que tou.te.s les compagnon.ne.s du monde entier séquestré.e.s par l'Etat.

Dans notre mémoire révolutionnaire vivent [Santiago Maldonado](#) et le compagnon [Mikhail Zhlobitsky](#), décédé le 31 octobre dernier lors d'une attaque à la bombe contre le FSB (héritier du KGB).

VOUS NE PARVIENDREZ JAMAIS A FREINER NOS DESIRS DE LIBERTE !

LIBERTE POUR LISA

FEU AUX BANQUES

MORT A L'ETAT ET VIVE L'ANARCHIE !

[Traduit de l'espagnol de [Contramadriz](#), 06.11.2018]

Solidarité

10 novembre : premier « bal des malfaiteurs » en soutien à Bure



Suite au récent appel à organiser partout des « bals des malfaiteurs », les soutiens franciliens de la lutte antinucléaire de Bure vous invitent samedi 10 novembre à 17h à un rassemblement festif, Place de la Réunion dans le 20^e. Vin chaud et chansons seront au rendez-vous. Apportez des gâteaux à partager, des instruments de musique, des banderoles !

Et pour continuer la soirée, retrouvons-nous pour faire la fête à partir de 20h, en musique, à l'Echarde (19 rue Garibaldi, Montreuil). Les sous récoltés seront reversés à l'anti-répression de Bure pour financer les frais de justice. On vous attend !

[Retrouvez l'appel national ici](#)

Il était une fois...

En la lointaine Lutèce aussi, les affaires des forêts meusiennes avaient fait grand bruit...

« Quoi ! disait-on de Nantuerre à Monstrueil et de Saint-Dionys au Mont-Rouge, est-ce être malfaiteurs que

de s'assembler pour éviter que d'un bois l'on fasse une décharge pestilentielle ? Et regarderons-nous sans mot dire nos camarades passer entre les mains inquisitrices de l'Atomique Royaume ? Rassemblons-nous, que diable ! ». Et d'autres de surenchérir : « Je suis venue plus souvent qu'à mon tour en la lointaine Lorraine pour leur prêter main forte, pour un un jour ou une semaine : si c'est malfaire, eh bien j'en suis ! ». D'autres encore : « je n'y suis guère allé, mais j'ai lu les nouvelles et mon cœur a battu chaque fois : j'en suis ! ». Tous et toutes se passaient le mot à l'oreille : le 10 novembre aurait lieu un grand bal. Il en venait de partout, certaines un peu sorcières, d'autres un peu brigands, qui la fleur au fusil et qui l'épée au flanc... On interpellait les passants. La foule grandissait.



Quand les verres furent pleins, un serment fut prêter de n'être pas les prochains sur la liste des zélés magistrats de l'ordre. On but avec plus ou moins de raison et l'on dansa fort tard au lieu-dit l'Echarde. C'est alors qu'au plus noir de la nuit, un inconnu qui portait un masque de chouette s'avança la lyre à la main et entonna sa chanson, sur l'air de la Canaille qui réjouissait tant les oreilles orphelines de la Commune :

A qui aide des inconnus
 A traverser une montagne
On promet d'être prévenus,
Inculpés, jugés, mis au bagne :
 10 ans pour être solidaire,
 A Briançon, oui mes amis !
 Si c'est malfaire...
 eh bien j'en suis !

Qui s'en va par-delà le Rhin
 Dire à tous les rois de ce monde
 Que leur Empire ne vaut rien
 Quand la misère nous inonde,
On le capture, on le transfère

Dans une geôle en Germanie...

Si c'est malfaire...

eh bien j'en suis !

Celles et ceux qui en Lorraine

Ont brisé un mur en béton

Tordu cette grille vilaine,

Voudrait-on les mettre en prison ?

Ils ont bien fait d'être en colère

Car l'atome, on le sait, détruit :

Si c'est malfaire...

eh bien j'en suis !

On leur a dit : « ne parle pas

A ceux qui étaient tes amis ;

Nous écouterons où tu vas,

ce que tu fais, ce que tu dis »

Pourtant être libre sur terre,

N'est-ce pas là le paradis ?

Si c'est malfaire...

eh bien j'en suis !

Et nous quand nous partons joyeux

A Bure, à la ZAD, à Roybon,

ou à Saint-Victor-et-Melieu,

à la Plaine ou à Briançon,

Même si l'on jette une pierre,

Nous traitera-t-on de bandits ?

Si c'est malfaire...

eh bien j'en suis !

Tolbiac contre les frontières ! Rencontres et manifestations !

Appel du collectif des sans papiers de Paris 1 à l'organisation de rencontres le 20 novembre et d'une manifestation le 23 novembre contre la politique antimigratoire et les centres de rétention.

Nous, étudiant-e-s sans papiers, résident-e-s des foyers immigré-e-s, migrant-e-s et soutiens sommes organisée-e-s en collectif sur Paris 1. Nous sommes confronté-e-s tous les jours au racisme d'état et patronal, contre lequel nous voulons lutter collectivement. Les galère d'inscription à la fac, de logement, notre exploitation au travail, les arrestations à répétition, les placements en centre de rétention administrative (CRA : prison pour étranger.e.s), et les déportations... bref autant de raisons de lutter ensemble !

Récemment un copain en train de s'inscrire a la fac, (M) a passé 44 jours en CRA et a été déporté de force tôt le matin : attaché et bâillonné comme beaucoup d'autres copain.e.s.

Son cas n'est pas isolé et l'état essaye d'invisibiliser la machine à déporter qu'il a mis en place ces dernières années. Nous voulons lutter contre et visibiliser ce système raciste qui permet aux préfetures de déporter à

n'importe quel moment des copain.e.s au seul titre qu'ils sont sans-papiers.

La France comme les autres pays occidentaux continue de coloniser et de piller une grande partie du monde. Sous couvert du maintien de la paix et la garantie de la sécurité, partout des lois de plus en plus répressives s'attaquent à notre liberté.

Le CESP1 est un collectif qui existe depuis plus de 6 mois sur Paris 1, il a pour objectif de lutter contre toutes les galères qu'on peut vivre parce qu'on est sans-papiers, de lutter contre les frontières que l'état veut mettre en place. Si tu veux t'organiser / nous contacter hésite pas à venir tous les mardi à 18h pendant les cours de français pour nous rencontrer (ou par mail/fb/ pendant les événements qu'on organise..) !

Le Mardi 20 novembre, nous proposons à 17h30 de nous rencontrer autour d'un film et d'une discussion. Ceci dans l'objectif d'agir tou.te.s ensemble dans la lutte et résistance contre les futures déportations. !
ORGANISONS NOUS !

Le 23 novembre à 14h, RDV à Porte de Vincennes (rue des pyrenées) devant l'annexe du ministère pour une manifestation contre le centre de rétention de Vincennes !

Rencontre Mardi 20 novembre, à 17h30 au 90 rue de Tolbiac contre les centre de retentions !

A bas les Frontières !

Contact : cesp1@tutanota.com

FB : Collectif des étudiant.E.s sans papier de Paris 1

Tactique

Tract : Quand la police attaque

Soumission anonyme à MTL Contre-info

La police est dans notre chemin. Elle est dans notre chemin vers la suite de la manifestation : vers le prochain coin de rue, vers les vitrines de banque du centre-ville, le poste de police et les bureaux du gouvernement. Elle est aussi dans notre chemin vers autre chose : vers un monde sans patrons, ni flics, ni prisons, comme le dit le bon vieux slogan. Mais avant d'être dans notre chemin, elle est d'abord et avant tout... la police, c'est-à-dire une institution basée sur la colonisation, le racisme et le monopole étatique de la violence. Nous n'aurons d'autre choix que de l'affronter comme adversaire dans chacune de nos luttes.

Bien que la manifestation ne soit pas le seul moment où l'on fait face aux flics, elle constitue un contexte incontournable. Dans la manifestation, la police met tout à sa disposition afin de semer la peur parmi les contestataires du pouvoir, afin de contrôler nos actions, de nous blesser et de nous arrêter. En somme, elle se déploie en force dans l'objectif de nous dissuader de poursuivre la lutte et de faire réellement bouger les choses.

Il faut qu'on se donne collectivement les moyens de se défendre. Selon nous, quelques anarchistes montréalais, il s'agit de propager des connaissances et des pratiques de confrontation et de soin, ainsi que de faire un effort pour que les groupes et individus, participant de différentes manières à la manifestation, collaborent les un.es avec les autres. En nous basant sur quelques manifestations récentes à Montréal,

voyons un petit aperçu de quelques tactiques qui peuvent être utilisées de manière cohérente contre les flics. Il y a de la place pour tout le monde !

- Feux d'artifice!
- Équipe de la bannière renforcée : Une bannière renforcée a de multiples usages : elle porte un message, elle offre un endroit où se dissimuler (ex.: pour se changer), elle protège au moins les bras des personnes qui la tiennent, grâce aux morceaux de bois et de plastiques ajoutés à l'arrière. Les personnes qui tiennent la bannière sont dans une position vulnérable, puisqu'ils et elles se retrouvent souvent sur la ligne de front. Il est donc important de porter des casques et des protège-dents. De plus, chacun.e d'eux et elles est jumelée, pour sa protection, avec une autre personne, celle-là plus mobile, qui se tient juste derrière, avec un drapeau pouvant servir de bâton.
- Distribution de masques : Porter un masque ne permet pas seulement de protéger sa propre identité : plus il y a de personnes masquées, plus cette tactique devient efficace pour l'ensemble des gens. Si toute la foule est masquée, la police éprouve beaucoup plus de difficultés à déterminer qui a lancé la roche. Même si on ne prévoit pas enfreindre la loi, porter un masque est une excellente façon de démontrer de la solidarité avec ceux et celles qui prendront ce risque.
- Graffeurs.ses
- Médics
- Collecteur.ses de projectiles : Il y a plusieurs façon de supporter indirectement la confrontation avec la police ! Que ce soit d'amasser des piles de briques ou de roches près de l'affrontement, ou bien d'encourager les gens à demeurer groupés et à ne pas s'éloigner lorsque la manif devient chaotique.
- Équipe anti-médias : Peu importe les intentions des journalistes, les photos ou les vidéos captés lors de manif peuvent être utilisés comme éléments de preuve afin de condamner nos ami.es. Il est donc essentiel que les caméras soient repoussées des manif mouvementées.
- Équipe de l'arrière de la manif : Si une manif bouge trop vite, elle peut abandonner des gens qui ne peuvent pas se déplacer aussi rapidement. Une équipe à l'arrière de la manif peut communiquer avec des gens à avant, pour essayer de trouver une vitesse qui permet à tout le monde de rester ensemble aussi longtemps que souhaité. De plus, les flics n'entrent pas dans la manif uniquement par l'avant ou par les côtés : une équipe de l'arrière aurait le potentiel d'améliorer la sécurité de toute la manif.
- Barricade fonctionnelle : Une barricade entrave les mouvements de la police, tout en nous procurant un élément de protection derrière lequel se cacher durant l'affrontement.